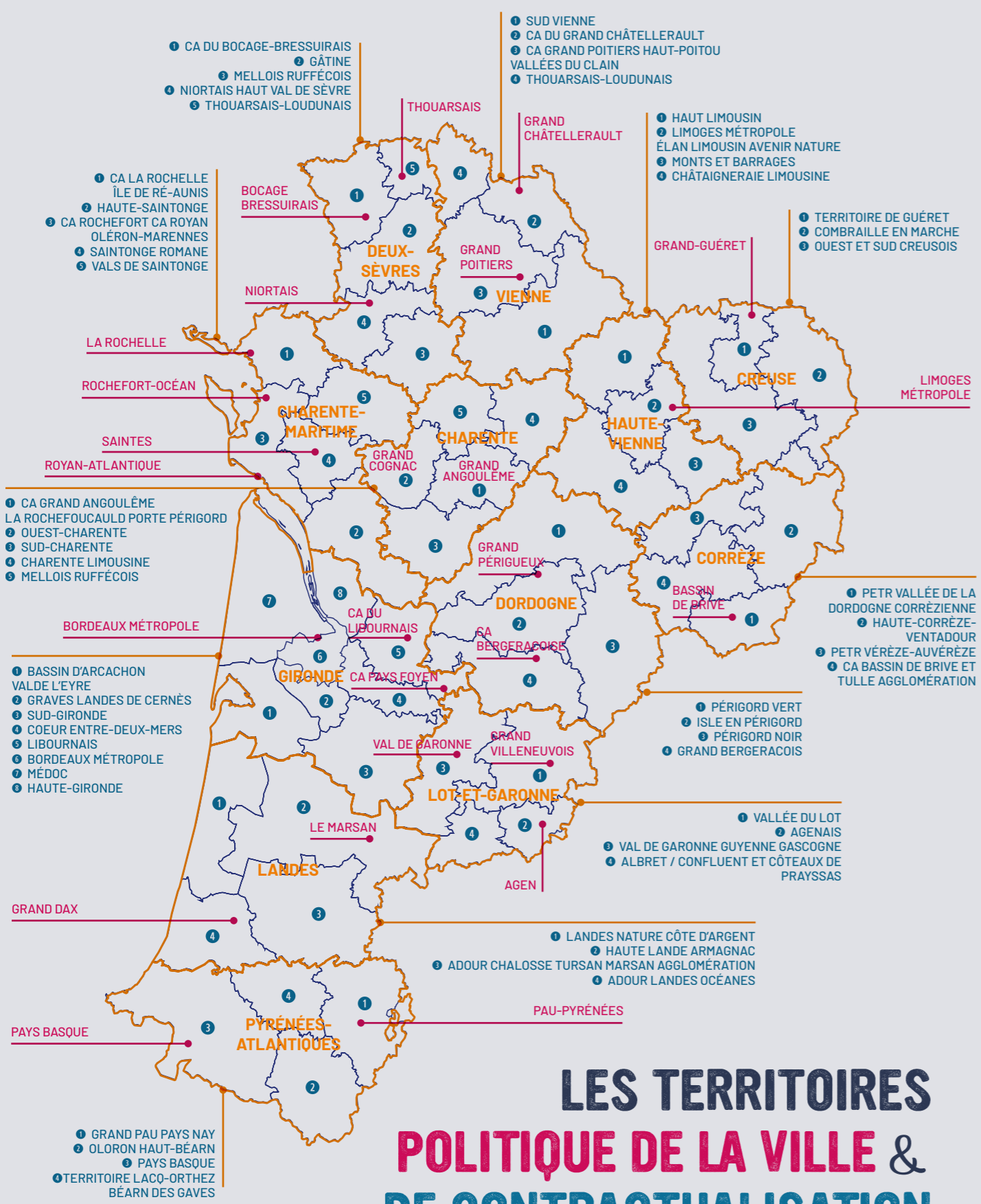


PQ
N-A



Bilan d'activités **2022**
Pays et Quartiers
de Nouvelle-Aquitaine

- INTERCOMMUNALITÉS SIGNATAIRES D'UN CONTRAT DE VILLE
- TERRITOIRES SIGNATAIRES D'UN CONTRAT TERRITORIAL AVEC LA RÉGION



LES TERRITOIRES POLITIQUE DE LA VILLE & DE CONTRACTUALISATION

SOMM

MMA

RE

AVANT-PROPOS	4
CHIFFRES CLÉS	6
CALENDRIER DES INTERVENTIONS 2022	8
CARTE DES INTERVENTIONS	10
▶ POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE	11
▶ POLITIQUE DE LA VILLE	16
▶ DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI	21
▶ INCLUSION NUMÉRIQUE	26
▶ DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE	31
▶ REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS ET CENTRES-VILLES	37
▶ COMMUNICATON ET TRANSFORMATION DIGITALE	42
▶ ÉQUIPE ET INSTANCES	48

Directeur de la publication : Jonathan DELPECH
 Coordination : Anne-Sophie GILLION, Marine DE BRIEY
 Rédaction : Équipe PQN-A
 Imprimé en 200 exemplaires
 Création graphique : www.septlieues.fr
 Crédits photos : ©PQN-A, p.4 ©Aurelien_Marquot, p.6 © Flash concept/AdobeStock, p.7 undrey/Adobestock, p.11 ©Simon/AdobeStock, p.35 ©@azerbaijan_stockers, p.48 ©Matej Kastelic/Shutterstock
 Date : Mars 2023

AVANT-PROPOS



Fabienne BUCCIO
PRÉFÈTE DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Certains quartiers et territoires concentrent des difficultés d'ordre économique et social, et demandent une attention et des moyens spécifiques pour améliorer les conditions de vie de tous.

Le centre de ressources PQN-A a pour visée principale d'accompagner la qualification et la mise en réseau des professionnels de la politique de la ville et des acteurs du développement local.

Pour mener à bien sa mission, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) tient compte de l'évolution des politiques publiques, des transformations qu'elles induisent, et des réalités territoriales, c'est-à-dire des besoins

identifiés par les acteurs locaux que vous êtes. De tels outils sont précieux, je vous encourage donc à mobiliser PQN-A très largement.

Alain ROUSSET
PRÉSIDENT DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

En milieu urbain comme rural, la logique de projet en matière de développement territorial est fondamentalement de même nature. C'est la raison qui a présidé à la création de PQN-A pour l'accompagnement des acteurs et de l'ingénierie des territoires.

Que l'on traite de développement de potentialités économiques, d'accompagnement de publics vers la formation et l'emploi, de services à la population, de transitions écologiques, environnementales, numériques, de démarches participatives...

PQN-A est là pour vous inspirer et oser dans l'action.



MISSIONS DU CENTRE DE RESSOURCES

Créé en 2002 par l'État et la Région, PQN-A est le centre de ressources sur le développement territorial. Il œuvre pour tous les territoires avec une attention particulière en direction des plus vulnérables de notre région.

Le centre de ressources a pour missions :

- 1 D'aider à la compréhension et à l'appropriation des politiques publiques** en faveur des territoires urbains, périurbains et ruraux.
- 2 De structurer et d'animer les réseaux pour :**
 - **mobiliser** de façon complémentaire **les acteurs** territoriaux et sectoriels, et enrichir le travail mené en partenariat sur les territoires,
 - **favoriser les coopérations** et les alliances territoriales.
- 3 De repérer, qualifier et diffuser les expériences, pratiques et initiatives pour :**
 - faciliter ou accélérer l'**émergence et la conduite de projets intégrés** sur les territoires,
 - comprendre et favoriser les processus d'**innovation territoriale**.
- 4 D'animer et d'accompagner l'ingénierie des territoires :**
 - dans la mise en œuvre de **projets locaux**,
 - dans l'évolution de leurs compétences et pratiques,
 - dans la consolidation d'une **culture professionnelle** du développement territorial.
- 5 De consolider les interactions entre la recherche scientifique et les pratiques territoriales par :**
 - la mise en forme et en débat des **connaissances scientifiques** dans le champ du développement, de la cohésion et de la transition écologique des territoires,
 - l'initiation de **démarches d'innovation et d'expérimentation** territoriales.



Jonathan DELPECH
DIRECTEUR DE PQN-A

2022 est une année qui a mis à l'épreuve nos organisations, nos territoires, nos filières face aux crises multiples. Les études conduites par PQN-A témoignent de l'impact différencié des grandes mutations selon les territoires. Elles indiquent que les dynamiques locales font aussi face à des inégalités dans la capacité à agir.

Ces observations sur les épreuves actuelles et les inégalités que traversent nos territoires renforcent le projet fondateur de Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine : accompagner tous les territoires qu'ils soient urbains ou ruraux avec une attention particulière pour les territoires plus vulnérables.

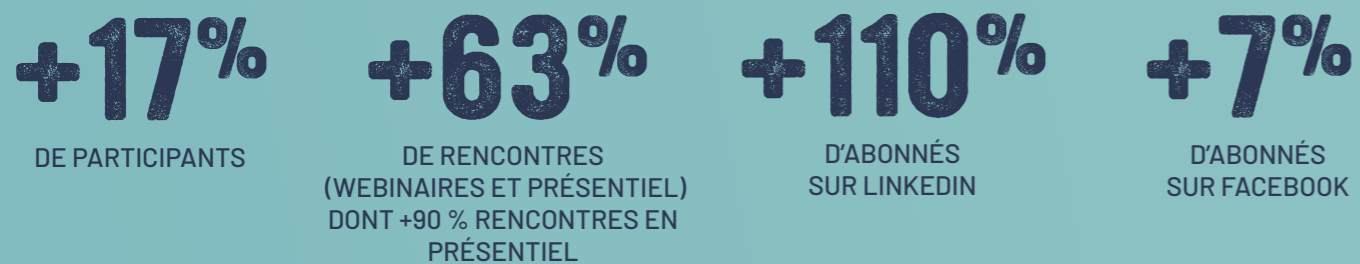
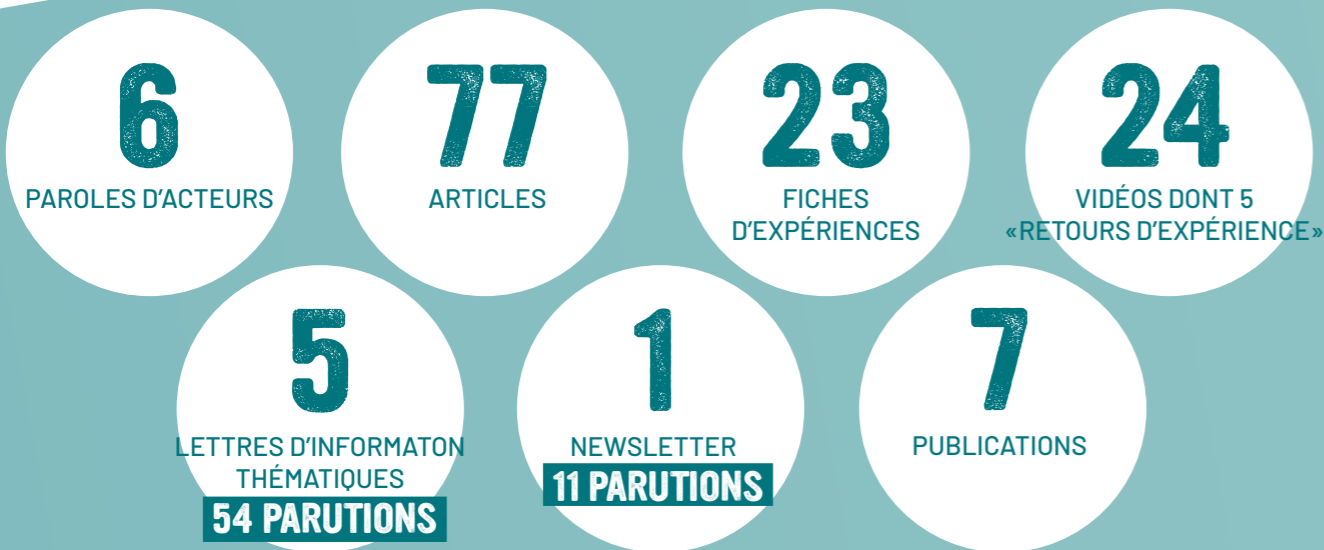
Pour anticiper les transformations à venir et produire des réponses ambitieuses, la capitalisation, la diffusion de ressources et la mise en réseau d'acteurs ou encore l'expérimentation sont essentiels.

Le bilan d'activités amène le lecteur à découvrir la singularité des réponses territoriales et des enseignements plus généraux. Il donne la parole aux acteurs qui incarnent les réseaux animés par PQN-A. Il illustre la diversité des modes d'intervention que propose l'équipe.

C'est donc avec joie que je vous invite à parcourir ce bilan d'activités.

CHIFFRES CLÉS 2022

PUBLICATIONS



NIVEAU D'ENGAGEMENT



RENCONTRES

politique de la ville
22 rencontres dont 4 en présentiel

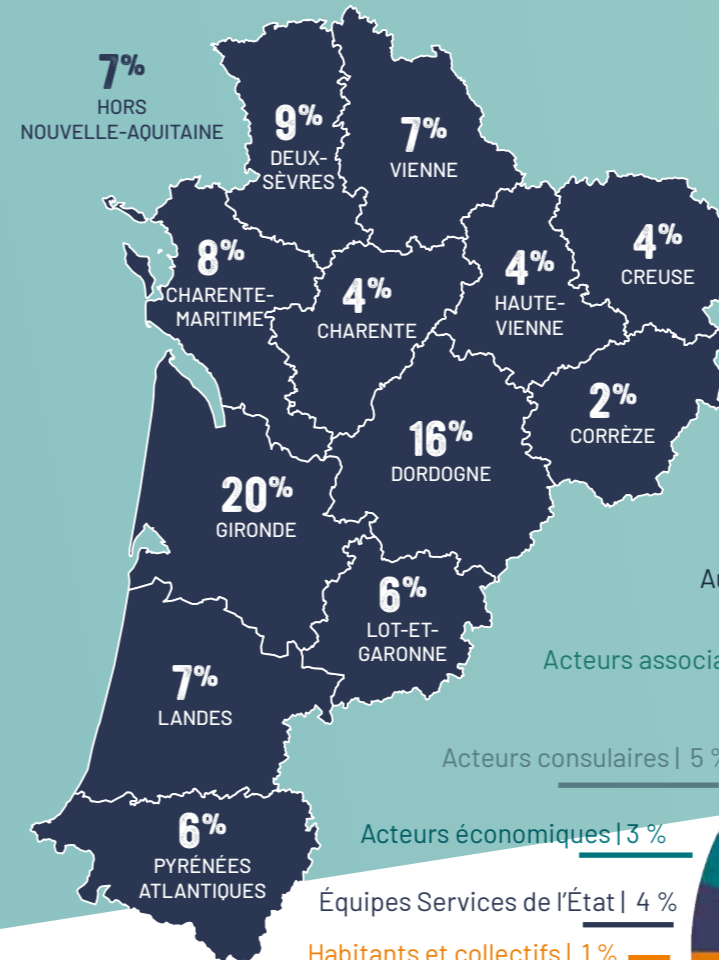
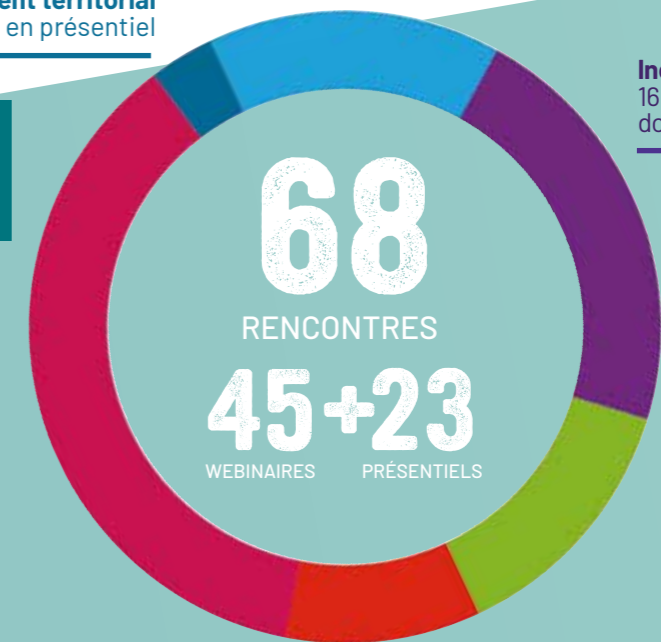
Développement territorial
2 rencontres en présentiel

Revitalisation des centres-bourgs et centres-villes
9 rencontres dont 3 en présentiel

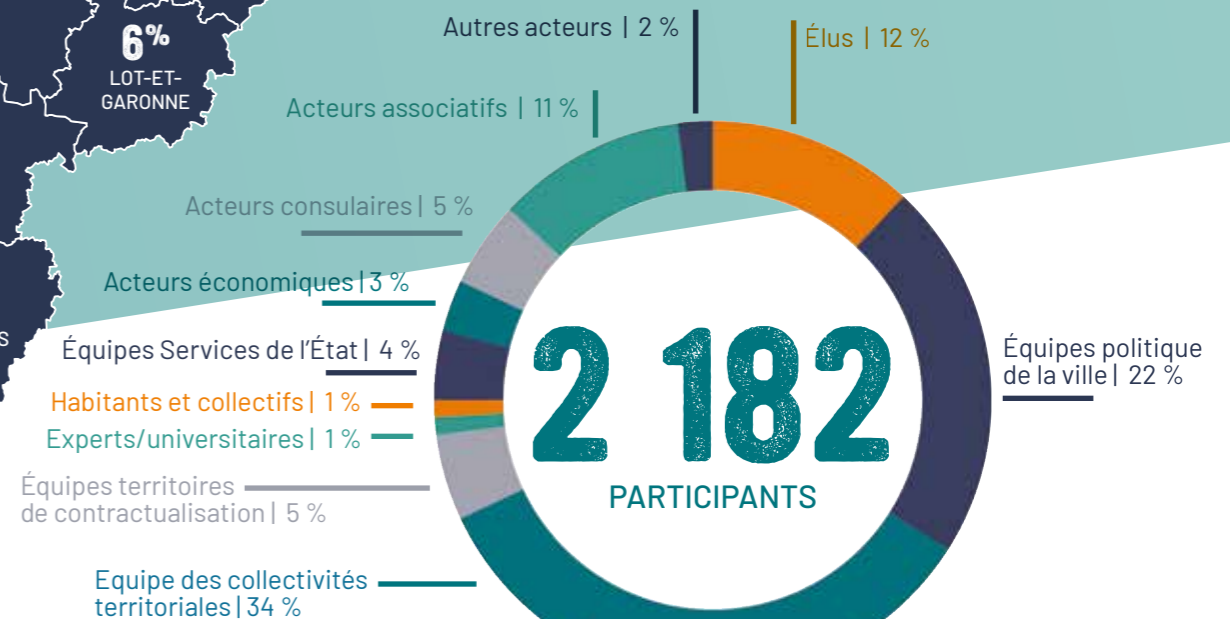
Inclusion numérique
16 rencontres dont 8 en présentiel

Démarches alimentaires de territoire
13 rencontres dont 6 en présentiel

Dynamiques territoriales pour l'emploi
6 rencontres



PROFIL DES PARTICIPANTS



JANVIER

- 20/01 | **Agri-alimentation** - Groupe de travail sur la feuille de route du Pacte alimentaire
- 27/01 | **politique de la ville** - Web-conférence évaluation des contrats de ville «*Bien démarrer son évaluation*»

MARS

- 01/03 | **politique de la ville** - Web-conférence évaluation «*L'observation sociale des QPV*»
- 03/03 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation
- 09/03 | **Revitalisation** - Groupe de travail #1 «*De la prise de poste à la conduite de projet*»
- 11/03 | **AG PQN-A**
- 16/03 | **Inclusion numérique** - Web-conférence «*La coordination locale au service de la démarche d'inclusion numérique*»
- 17/03 | **politique de la ville** - Séminaire évaluation «*La participation citoyenne*»
- 24/03 | **Revitalisation** - Web-conférence #7 «*Comment conduire son projet de revitalisation en tenant compte de ce que nous offre son patrimoine ?*»
- 24/03 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation
- 29/03 | **Agri-alimentation** - Groupe de travail Serealina, diagnostic partagé
- 29/03 | **politique de la ville** - Web-ateliers évaluation «*J'élabore mon diagnostic territorial*»
- 31/03 | **Agri-alimentation** - Cycle logistique «*Ateliers de passage à l'action*»

MAI

- 05/05 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation
- 09/05 | **Inclusion numérique** - Expérimentation territoriale : lancement de l'accompagnement de deux collectivités
- 12/05 | **Revitalisation** - Visite sur site #2 Thouars (79)
- 19/05 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation
- 24/05 | **Inclusion numérique** - Expérimentation territoriale : «*Par où commencer*» et formation des collectivités à l'animation d'ateliers
- 31/05 | **CA de PQN-A**

FÉVRIER

- 08/02 | **politique de la ville** - Web-ateliers évaluation «*Je construis mon cadre évaluatif*»
- 10/02 | **Inclusion numérique** - Groupe de travail : «*Comment coordonner les acteurs de son territoire, au service de la démarche d'inclusion numérique?*»

AVRIL

- 01/04 | **Emploi** - Web-conférence «*La démarche emploi, par où commencer ?*»
- 07/04 | **Inclusion numérique** - Groupe de travail : «*Comment évaluer sa démarche d'inclusion numérique ?*»
- 07/04 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation
- 08/04 | **Emploi** - Web-ateliers «*La démarche Emploi, par où commencer?*»
- 15/04 | **politique de la ville** - Groupe de travail des référents délégués du préfet
- 21/04 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation

CALENDRIER 2022

JUIN

- 02/06 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation
- 02/06 | **Revitalisation** - Vidéo-interview Morcenx
- 07/06 | **Revitalisation** - Visite sur site #3 Oloron Sainte-Marie (64)
- 09/06 | **Agri-alimentation** - Café des PAT # 1
- 16/06 | **politique de la ville** - Groupe de travail évaluation régionale
- 17/06 | **Revitalisation** - Groupe de travail #2 «*Construire une cartographie des ressources*»
- 21/06 | **Emploi** - Web-conférence «*Comment élaborer une feuille de route emploi?*»
- 28/06 | **politique de la ville** - Webinaire Décryptage Projet SCIVIQ
- 30/06 | **politique de la ville** - Café de l'évaluation
- 30/06 | **Inclusion numérique** - Web-conférence «*L'évaluation de la démarche d'inclusion numérique*»

JUILLET

- 05/07 | **Développement territorial** - Forum Ruralités Conseil régional Nouvelle-Aquitaine
- 07/07 | **Emploi** - Web-ateliers «*Comment élaborer une feuille de route emploi ?*»
- 07/07 | **Agri-alimentation** - Café des PAT # 2
- 07 et 08/07 | **Inclusion numérique** - Expérimentation territoriale : ateliers «*Identification des enjeux locaux du numérique et diagnostic des territoires*»

SEPTEMBRE

- 06/09 | **Agri-alimentation** - Webinaire de restitution de l'étude de recensement des légumeries en Nouvelle-Aquitaine
- 08/09 | **Inclusion numérique** - Web-conférence «*Restitution de l'enquête Numérique et territoires*»
- 8/09 | **Agri-alimentation** - Café des PAT # 3
- 20-21/09 | **Inclusion numérique** - Expérimentation territoriale : ateliers «*Identification des chantiers clés du territoire sur le numérique et cartographie des ressources*»
- 26/09 | **politique de la ville** - Web-conférence «*Panorama régional des QPV*»
- 22/09 | **CA PQN-A**
- 13/09 | **Revitalisation** - Web-conférence #8 «*Comment la transition peut-elle se traduire dans les projets de revitalisation ?*»
- 15-16/09 | **Développement territorial** - Forum des développeurs locaux à Soyaux (16)
- 29/09 | **Emploi** - Web-conférence «*Comment passer à la mise en œuvre opérationnelle?*»

NOVEMBRE

- 03/11 | **Agri-alimentation** - Café des PAT # 5
- 09/11 | **Agri-alimentation** - Intervention pour présenter l'étude de recensement des légumeries en Nouvelle-Aquitaine, dans le Grand Villeneuvois (47)
- 14/11 | **politique de la ville** - Animation du réseau des Délégués des Préfets
- 17/11 | **Agri-alimentation** - Visite sur site légumerie Pessac (33)
- 22/11 | **politique de la ville** - Rencontres régionales de la politique de la ville à Niort (79)
- 24/11 | **Revitalisation** - Visite sur site #4 Monbahu (47)
- 30/11 | **Inclusion numérique** - Expérimentation territoriale : vers la formalisation des feuilles de route

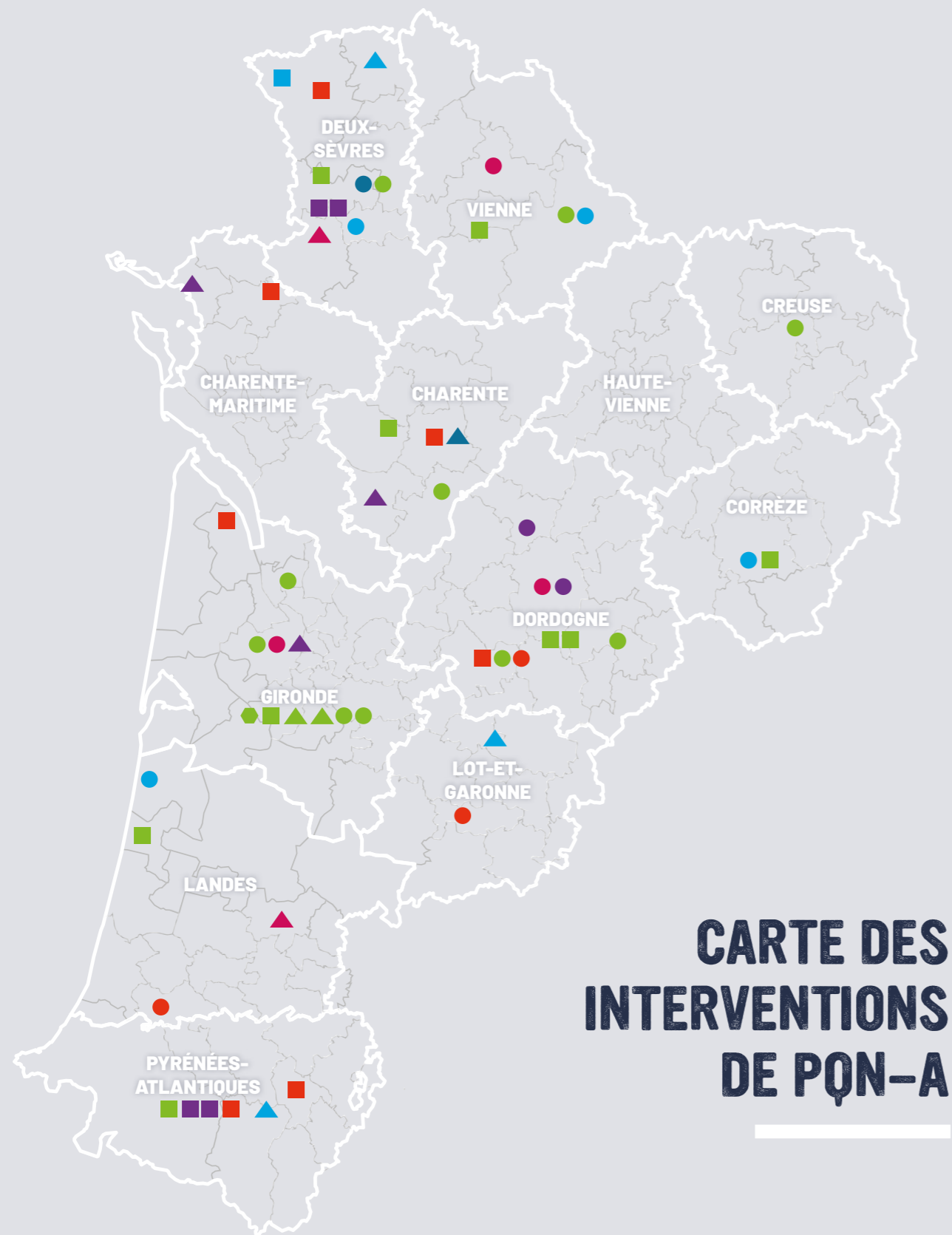
AOÛT

OCTOBRE

- 01/10 | **Emploi** - Web-ateliers «*Comment passer à la mise en œuvre opérationnelle?*»
- 13/10 | **Revitalisation** - Web-conférence #9 «*Comment les villages mettent-ils en œuvre leur projet de revitalisation ?*»
- 13/10 | **Agri-alimentation** - Café des PAT # 4
- 17-18/10 | **Inclusion numérique** - Expérimentation territoriale : suivi des collectivités accompagnées
- 25 octobre | **Agri-alimentation** - Rencontre des lauréats AAP CAL
- 28 octobre | **Agri-alimentation** - Les élus parlent aux élus

DÉCEMBRE

- 01/12 | **politique de la ville** - Rencontres régionales de la politique de la ville : Mont-de-Marsan (40)
- 01/12 | **Agri-alimentation** - Café des PAT # 6
- 06/12 | **Inclusion numérique** - Expérimentation territoriale : vers la formalisation des feuilles de route
- 08/12 | **Agri-alimentation** - Contribuer au Projet ou Démarches Alimentaire de Territoire, Coopération entre acteurs de l'ESS à l'échelle de la métropole bordelaise
- 13/12 | **Revitalisation** - Groupe de travail #3 "Faire réseau avant 2023"
- 14/12 | **politique de la ville** - Web-conférence La monoparentalité dans les QPV



CARTE DES INTERVENTIONS DE PQN-A

- RETOUR D'EXPÉRIENCE
Fiches d'expériences et vidéos
- ▲ JOURNÉE DE RENCONTRE
- ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES
- ▶ POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE
- ▶ POLITIQUE DE LA VILLE
- ▶ DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI
- ▶ INCLUSION NUMÉRIQUE
- ▶ DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE
- ▶ REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS ET CENTRES-VILLES

OUTILLER

2 appuis conseils

INFORMER

11 newsletters
3 articles

EXPLORER EXPÉRIMENTER

Étude : Transitions et Territoires
Expérimentation territoriale: Rendre plus opérant le projet de territoire Haut Val de Sèvre

POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE

INSPIRER

2 articles "Parole d'acteurs"

PARTAGER SE RENCONTRER

1 forum des développeurs territoriaux
1 participation à l'animation du Forum européen des ruralités

DES POLITIQUES CONTRACTUELLES TERRITORIALES POUR ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS

Dans une année marquée par l'établissement des contrats de développement et de transitions, ainsi que la rédaction des candidatures pour le volet territorial des fonds européens, le centre de ressources a amorcé un travail de préfiguration. L'objectif est d'investir dans une animation plus continue auprès des territoires de projet avec un accompagnement renforcé sur les enjeux de transitions.

2022 est une année de structuration des stratégies locales via les candidatures sur le volet territorial des fonds européens ou dans le cadre de l'élaboration du contrat de développement et de transitions. À l'image des territoires, PQN-A a consacré cette année à préfigurer une animation plus dense sur la politique contractuelle territoriale avec une attention particulière sur les transitions.

PQN-A a joué son rôle en diffusant un ensemble de ressources et d'informations par ses newsletters, ses articles ou encore en relayant des rencontres. Il a répondu à plusieurs sollicitations pour accompagner les territoires, notamment le Haut Val de Sèvre (Voir zoom sur). Les équipes ont aussi contribué à l'animation de temps d'envergure à l'image du Forum européen des ruralités à la Souterraine organisé par le Conseil régional.

Dans ce travail de préfiguration, PQN-A a aussi veillé à tisser de nouveaux liens et conforter les liens plus anciens avec les partenaires locaux ou nationaux. La co-organisation du forum des développeurs territoriaux illustre cette volonté de mettre en synergie nos moyens et nos ressources.

Le Forum des développeurs territoriaux une première édition

PQN-A et l'Association des Agents de Développement de Nouvelle-Aquitaine (ADENA) a organisé conjointement le forum des développeurs territoriaux à Soyaux (16) autour des enjeux et des évolutions dans le développement local. Ce forum était organisé en partenariat avec l'Union Nationale des Acteurs du Développement local (UNADEL), l'Inter-Réseaux des Professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU) et l'Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays (ANPP). Ce temps co-construit nous a permis de retisser du lien avec les différents réseaux nationaux et locaux.

À destination des développeurs territoriaux, ce forum avait pour objectif de favoriser l'interconnaissance entre développeurs et de partager autour des problématiques du métier et d'échanger sur ce qui fonde la culture du développement territorial. Cette rencontre sur un jour et demi a réuni 71 participants de l'ensemble des départements de la Région et de réseaux thématiques différents : politique de la ville, emploi-insertion, fonds européens territoriaux, politique contractuelle, développement économique, revitalisation ou encore de démarches alimentaires de territoire.

Le succès de cette première édition nous invite à prendre rendez-vous pour l'année 2023.

Transitions et Territoires : une enquête pour identifier les besoins des acteurs et qui amorce un nouveau défi du centre de ressources

Faisant le constat que les politiques contractuelles territoriales portées par l'Etat et la Région ont pour trait commun de mettre les transitions au cœur de leurs ambitions, le conseil d'administration a souhaité évaluer la pertinence que pourrait avoir PQN-A à travers son savoir-faire pour faciliter l'engagement des territoires dans les transitions.

Pour ce faire, un stage a été bâti afin d'étudier les dynamiques locales, les attentes et besoins des acteurs locaux, ainsi que l'offre existante d'accompagnement régional. Cette étude a été réalisée par Paola LOBELLO, étudiante de master 2 Innovations sociales et Développement territorial Université de Clermont Auvergne, sur une durée de six mois. Cette enquête s'est appuyée sur la tenue de deux groupes projets avec des acteurs clés des transitions au niveau régional, deux groupes de travail réunissant une diversité d'acteurs et de territoires, ainsi que 36 entretiens.

Les principaux résultats de l'enquête sont :

- Des dynamiques sont enclenchés dans les territoires (initiatives foisonnantes) mais le niveau d'engagement est globalement en retrait sur la conduite de démarche territoriale globale et tout particulièrement pour les territoires plus vulnérables
- Des acteurs et des territoires porteurs d'ambitions mais qui rencontrent un ensemble de freins pour rendre plus opérant les projets de territoire
- Des attentes des acteurs territoriaux en matière d'appréhension de démarche de projet global mobilisant une nouvelle paire de lunettes, de nouveaux outils et le besoin d'éprouver les avancées concrètes d'initiatives existantes et inspirantes sur des thématiques clés.

À l'aune de ces résultats, le conseil d'administration a considéré que le savoir-faire de PQN-A serait utile à déployer sur le champ des transitions par le prisme des politiques contractuelles territoriales en complément de l'offre existante. Pour ce faire, il a été voté en novembre l'ouverture d'un poste permanent sur les politiques contractuelles territoriales et transitions.



En 2022, PQN-A a co-organisé le forum des développeurs territoriaux avec l'Association des Agents de Développement de Nouvelle-Aquitaine (ADENA) et souhaite inscrire ce partenariat dans la durée.

L'ADENA est une association créée en 2019 à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine. Elle vise à être force de propositions et de réflexion sur les questions du développement territorial en région.

Elle s'adresse à la fois aux professionnels du développement local.

Elle a pour but de :

- fédérer une communauté d'acteurs du développement local permettant d'amener des échanges, des réflexions ;
- monter en compétences ces acteurs dans le domaine du développement local, de l'aménagement des territoires et de la conduite de projets et politiques publiques.

Pour en savoir plus sur : <https://associationadena.wixsite.com/website>

LES CRISES, UNE DEUXIÈME CHANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ? RETOUR SUR LA CONFÉRENCE DE BERNARD PECQUEUR



Bernard Pecqueur est économiste et professeur émérite à l'Université de Grenoble Alpes (38). Ses recherches portent sur le développement local et territorial et les modalités de la gouvernance territoriale. Son intervention lors du forum des développeurs territoriaux à Soyaux (16) a permis d'apporter un éclairage sur l'utilité du développement territorial notamment face aux crises.

Le territoire, un terme porteur de confusion

Le terme de "territoire" est ambigu. Il recouvre deux réalités très différentes :

- d'un côté, le support administratif et ses différentes échelles, commune, intercommunalité, département, région...
- de l'autre, le processus de développement territorial. Celui-ci désigne les engagements des différents acteurs qui s'organisent entre eux. Ces personnes cherchent ensemble à trouver la vocation du territoire et mettre en place des actions qui vont contribuer à son développement.

Quelle stratégie adopter? entre attractivité et spécificité

Bernard Pecqueur propose de distinguer 2 types de stratégies qui, dans une certaine mesure, peuvent se combiner entre elles.

- L'attractivité territoriale a longtemps été présentée comme un levier essentiel pour le développement local, voire une injonction largement encouragée par les politiques publiques. La stratégie d'attractivité serait indispensable mais limitée. "Si on est attractif, on pense que le salut vient de l'extérieur du territoire. C'est le contraire de l'endogénéité" s'exclame t-il. "Il n'y a pas d'entraînes cachées prêtes à arriver sur un territoire !"
- La stratégie de spécificité est une alternative. Ce choix nécessite un processus de réflexion et de dialogue avec l'ensemble des acteurs (élus, entreprises, associations...). La démarche consiste

à trouver des potentiels qui visent à se différencier de ses voisins. Cette stratégie exigeante, nécessite de la coopération entre acteurs. Un des exemples les plus connus est celui des Baronnies dans le sud de la Drôme où les forces vives du territoire ont travaillé sur l'huile d'olive, ont obtenu l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC), et ensuite élaboré un "panier de biens" réunissant le paysage, les champs de lavandes, le chant des cigales... Il y a toute une construction sociale qui permet une offre de site globale et qui relie étroitement les acteurs entre eux. "Chaque territoire doit être un territoire d'exception. Il vaut mieux faire ce que son voisin ne sait pas faire, plutôt que de faire comme lui à moins cher".

L'important serait de penser le territoire de manière la plus transversale possible, de relier les sujets entre eux et d'horizontaliser. C'est la fonction du développeur qui doit articuler et coordonner l'ensemble. On rentre ici dans une logique de cohérence territoriale et dans "une forme d'osmose". "La cohésion, ça veut dire ne pas penser en silo".

Une succession de crises qui impactent le développement local

Les crises successives ont un fort impact sur les territoires:

- la crise financière et économique de 2008 ; elle a entraîné avec des séquelles lourdes sur le plan économique et social,
- la crise climatique ; elle nous montre que les clés habituelles du développement ne fonctionnent plus. Le développement territorial intègre une façon différente de penser les ressources. C'est pourquoi

- il peut contribuer à relever le défi climatique.
- la crise sanitaire ; parmi ses nombreuses conséquences, on peut citer le fait qu'un million de bénévoles "sont sortis du système" entraînant une forte baisse de la socialisation et que la place du travail est requestionnée.
- la crise énergétique ; la guerre en Ukraine met en exergue la dépendance de plusieurs pays pour l'énergie. Les déplacements sont rendus plus difficiles avec l'envolée des prix du carburant. "L'enjeu de la mobilité revient sur le haut de la pile des préoccupations".

À la source du développement territorial, il y a un problème... qui trouve une solution

Le développement territorial est une machine à résoudre des problèmes. Il convient dans un premier temps d'identifier ces problématiques et de les partager entre acteurs locaux. C'est l'identification des problèmes qui réunit les acteurs et qui crée un sentiment d'appartenance au territoire. On tente ensuite de les résoudre par l'approche territoriale. Bernard Pecqueur conclut avec une pointe d'optimisme : "Avec le développement territorial, il n'y a pas de territoires foutus".

CHIFFRES CLÉS

POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE EN FRANCE ET EN NOUVELLE-AQUITAINE

53

TERRITOIRES DE CONTRACTUALISATION

154

EPCI

4 309

COMMUNES

MISSION POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE

4 700

PERSONNES REÇOIVENT LA NEWSLETTER

106

PARTICIPANTS AUX RENCONTRES



ZOOM SUR

RENDRE SON PROJET DE TERRITOIRE PLUS OPÉRANT

Sollicité par la communauté de communes Haut Val de Sèvre (79) par l'intermédiaire de son Directeur Général des Services, Jérôme Larquier, PQN-A avec l'appui de Vincent Pacini, consultant-chercheur au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), a accompagné le territoire dans la mise en place d'un séminaire réunissant les élus et les responsables des services autour d'un défi : rendre le projet de territoire plus opérant.

En 2021, la communauté de communes a bâti son projet permettant de poser un ensemble d'enjeux et d'objectifs communs, tout particulièrement les mobilités, le changement climatique et la lutte contre les inégalités. Un an après la validation du projet de territoire, le passage à l'action est difficile sur différents chantiers

et le pilotage global complexe. Ces difficultés interrogent la collectivité notamment sur des ajustements organisationnels pour engager et piloter un projet ouvert et très transversal entre les services, les élus et la diversité des acteurs (partenaires, opérateurs locaux...).

Le séminaire a permis d'approfondir le travail effectué sur le projet de territoire autour du sens du projet, le niveau de maturité et de faisabilité du portefeuille des actions, ainsi que sur l'organisation pour les conduire. Il a ainsi réaffirmé le cap que les élus ont fixé et ouvert des pistes pour améliorer le passage à l'action (pistes organisationnelles, méthodologiques, outils...). La méthode mobilisée a été conçue "sur mesure" mais pourra être modélisée et diffusée au profit de l'ensemble du réseau.

EXPLORER EXPÉRIMENTER

1 étude sur l'observation sociale des QPV
1 web-conférence de valorisation du projet de recherche SCIVIQ
1 web-conférence Monoparentalité dans les QPV

PARTAGER SE RENCONTRER

3 web-conférences
3 web-ateliers
2 groupes de travail avec les Délégués du Préfet
7 cafés de l'évaluation
1 journée adultes relais de la Gironde
3 participations au suivi de la plateforme d'observation sociale de la DREETS
4 groupes de travail thématiques du RNCRPV
1 rencontre annuelle du RNCRPV
1 journée de rencontre avec l'ANCT
2 journées de rencontres régionales des acteurs de la Politique de la Ville

POLITIQUE DE LA VILLE

OUTILLER

1 guide méthodologique sur l'évaluation des contrats de ville
1 kit d'outils sur l'évaluation de la participation citoyenne
Contribution à la synthèse régionale de l'évaluation des contrats de ville
1 mémo-ressources
20 appuis conseils

INSPIRER

3 articles "Parole d'acteurs"
1 aftermovie des rencontres régionales

INFORMER

11 lettres d'information thématiques
9 articles "Retour sur"

UNE FORTE MOBILISATION DU RÉSEAU AUTOUR DE L'ÉVALUATION DES CONTRATS DE VILLE

2022 fut une année dense d'activités qui ont permis la remobilisation du réseau des acteurs de la politique de la ville, notamment autour de l'évaluation finale des contrats de ville. Le GIP a ainsi confirmé son repositionnement en tant que ressource précieuse pour l'action.

La politique de la ville a constitué en 2022 une part importante de l'activité du GIP, avec un tiers des rencontres organisées et 28 % des participants. Les chantiers prévus autour de l'évaluation des contrats de ville ont été réalisés et le GIP a pu répondre à différentes sollicitations d'animation de temps de travail au profit de plusieurs territoires et acteurs. Enfin, le lien avec une large part des territoires a pu être renoué, condition nécessaire à la poursuite en 2023 du repositionnement de PQN-A comme une ressource incontournable pour les acteurs de la politique de la ville.

Cycle de qualification sur l'évaluation finale des contrats de ville

Suite à la diffusion en décembre 2021 de l'instruction de l'État précisant les attendus et le calendrier de l'évaluation finale des contrats de ville, PQN-A a conçu un cycle de qualification pour accompagner les collectivités et les services de l'État local dans la conduite de cette démarche. Ce cycle a structuré fortement l'activité de 2022.

Les travaux se sont articulés autour de cinq étapes :

1. Le lancement et le cadrage de l'évaluation (janvier-mars)

Ce premier temps a permis de poser les bases de la démarche dans sa globalité, de questionner le sens, d'outiller les acteurs sur le plan de la méthode et de passer à l'action sur la construction du cadre évaluatif.

Différentes ressources et experts ont été mobilisés, notamment le cabinet Pluricité et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), dont les apports sont venus nourrir les réflexions et les livrables. Cette étape fondamentale du cycle a donné lieu à la production d'un petit guide méthodologique pour accompagner les acteurs dans la conception de leur évaluation. La publication est celle qui recueille aujourd'hui le plus de consultations parmi l'ensemble des ressources politique de la ville produites en 2022.

2. Le diagnostic territorial (janvier-mars)

Un partenariat avec le cabinet Compas a permis d'outiller les acteurs sur le volet de l'observation sociale des quartiers. Ainsi, chaque territoire a pu bénéficier d'un diagnostic précis à l'échelle du contrat de ville (fiches repères). Un travail d'analyse typologique des dynamiques à l'œuvre dans les quartiers néo-aquitains a également été consolidé et diffusé dans le réseau pour permettre aux territoires de mieux appréhender leurs spécificités. Le tableau de bord de données Hauban est venu compléter cette offre clé en main en fournissant des données quartier par quartier.



3. La participation citoyenne dans l'évaluation (mars-avril)

Comme prévu dans l'instruction ministérielle, l'évaluation des contrats de ville devait à la fois prévoir d'associer les habitants à la démarche évaluative, et porter un regard rétrospectif sur le fonctionnement des instances de participation depuis 2014, en particulier les Conseils citoyens. Le cycle a outillé les acteurs sur ce plan à travers l'organisation d'un séminaire dédié qui a mêlé des temps de diffusion de méthode et des temps de passage à l'action autour d'outils opérationnels d'évaluation. Ce séminaire a abouti à la construction d'un kit d'outils.

4. Les échanges de pratique (février-juin)

Des Cafés de l'évaluation ont été organisés à intervalle régulier jusqu'à fin juin, date officielle de dépôt des évaluations. Ces temps de réseau plus informels ont favorisé l'interconnaissance et l'échange de pratiques. Y ont participé les chefs de projet politique de la ville et les délégués des Préfets.

5. Les enseignements et la prospective (juin-décembre)

Enfin, le second semestre de l'année a été consacré à un travail de capitalisation de l'ensemble des enseignements tirés de l'évaluation, aux échelles locales et régionales. En effet, des temps de travail ont été consacrés à l'élaboration d'une synthèse régionale de l'évaluation des contrats de ville, à la demande de l'ANCT. Cette synthèse a été co-construite avec les collectivités, les services de l'État local, la DREETS Nouvelle-Aquitaine et le SGAR. Les conclusions de cette analyse sont venues compléter et affiner la vision partagée du bilan de la politique de la ville 2014-2022. En novembre et décembre, des rencontres régionales des acteurs de la politique de la ville ont été organisées pour clôturer l'évaluation et penser les quartiers de demain à travers une démarche prospective.



Les rencontres régionales des acteurs de la politique de la ville

PQN-A a organisé deux journées de rencontres régionales des acteurs de la politique de la ville, à Niort (79) le 22 novembre 2022 et à Mont-de-Marsan (40) le 1er décembre 2022. Ces temps forts ont permis de tirer les enseignements de l'évaluation et d'amorcer une réflexion prospective sur les enjeux de demain dans les QPV. Les rencontres ont rassemblé 125 acteurs : des agents de collectivités et de l'État, mais aussi des acteurs associatifs, des médiateurs, des élus et des conseillers citoyens.

Lors de ces journées, des ateliers se sont déroulés pour travailler sur différentes thématiques : les transitions, la gouvernance de la politique de la ville, l'inclusion numérique, la santé mentale ou encore l'ESS. Aussi, les acteurs ont participé à une table ronde consacrée à une réflexion prospective sur l'avenir des quartiers à partir de ce que l'observation sociale met en exergue. Deux experts, Hervé Guéry, directeur du Compas et José Da Silva, animateur du Lab des Possibles à la Métropole Aix-Marseille Provence, ont croisé leurs regards et leurs méthodes de travail pour esquisser les principales pistes d'action pour la politique de la ville de demain.

Au-delà du travail réalisé, ces journées ont été un temps fort d'interconnaissance au sein du réseau politique de la ville et de mobilisation autour des défis qui attendent les territoires en 2023 avec la préparation des prochains contrats de ville.



ZOOM SUR

LE DIAGNOSTIC DES 81 QPV DE NOUVELLE-AQUITAINE ET LE TABLEAU DE BORD HAUBAN

Le cabinet Compas a mené, pour le compte de PQN-A, un travail d'analyse de l'ensemble des données statistiques disponibles à l'échelle des QPV de la région. Cette démarche d'observation sociale a alimenté le travail d'évaluation des contrats de ville et constitue un support essentiel pour concevoir une stratégie pour les prochains contrats, mobiliser les acteurs et parte-

naires et piloter l'action sur les quartiers.

Les professionnels de la politique de la ville de la région disposent donc d'un diagnostic construit à partir de 180 indicateurs couvrant l'ensemble des piliers de la politique de la ville et des enjeux transversaux, aux contours exacts des QPV. Ce diagnostic éclaire les dynamiques à l'œuvre dans les quartiers, les évolutions depuis 2014 et les enjeux qui se jouent dans les quartiers et qui devront structurer l'action de demain.

Par ailleurs, le Compas a également développé le tableau de bord de données Hauban. Ce tableau de bord numérique contient l'ensemble des données disponibles quartier par quartier et permet à chacun de réaliser des croisements, des comparaisons et des évolutions. Contactez-nous si vous souhaitez y avoir accès.



Télécharger le rapport complet

CHIFFRES CLÉS

POLITIQUE DE LA VILLE EN FRANCE ET EN NOUVELLE-AQUITAINE

81

OPV EN NOUVELLE-AQUITAINE

209 000

PERSONNES VIVANT DANS UN QUARTIER PRIORITAIRE EN NOUVELLE-AQUITAINE SOIT 3,5% DE LA POPULATION RÉGIONALE

44%

TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QPV DE NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE

307

PERSONNES DANS LE RÉSEAU

642

PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

500

DESTINATAIRES DE LA LETTRE D'INFORMATION MENSUELLE

ZOOM SUR

LA MONOPARENTALITÉ DANS LES QPV DE NOUVELLE-AQUITAINE

Les quartiers prioritaires concentrent un nombre important de familles monoparentales, dans lesquelles 90% des monoparents sont des femmes. Ces familles sont particulièrement exposées à la pauvreté et doivent faire face à des difficultés multiples : accès à l'emploi, modes de garde, activités périscolaires et culturelles, santé, etc. Ce webinar a permis de partager les enseignements d'une étude menée par l'Association de Recherche et d'Études sur la Santé, la Ville et les Inégalités (ARESVI) sur la monoparentalité et les modes de garde dans des QPV de Nouvelle-Aquitaine, et de réfléchir aux leviers d'action pour les collectivités, à la lumière de témoignages d'acteurs oeuvrant en quartiers populaires.



3 QUESTIONS

À Yann LE FORMAL



La série "Parole d'acteurs" vise à mieux comprendre la réalité des métiers de la politique de la ville et du développement territorial, en passant par le vécu des professionnels, élus ou habitants qui agissent sur les quartiers. En 2022, PQN-A a interrogé Yann Le Formal, responsable de la mission régionale politique de la ville à la DREETS Nouvelle-Aquitaine, sur son parcours, au lendemain de son départ à la retraite.

1 - Comment vous présenteriez-vous et comment êtes-vous venu à la politique de la ville ?

Yann Le Formal : «Je m'appelle Yann Le Formal, je suis un jeune retraité, qui vient de travailler 48 ans, dont une trentaine d'années dans l'administration de l'État, autour des questions d'immigration, et ensuite de politique de la ville, les deux étant étroitement liées. Avant d'être dans l'administration, je faisais des études sociologiques pour les ministères sur des questions de pauvreté, d'immigration, d'insertion. Ceci dit, originellement, j'ai un diplôme de géographie rurale. Je suis venu à la politique de la ville presque par force, au sens où cette mission d'animation nous a été donnée par l'État en 2005, suite aux émeutes dans les quartiers. A l'époque, je suis Directeur régional d'un établissement public qui traite de l'intégration et de la discrimination des migrants et je suis transféré vers l'Acse, l'Agence de cohésion sociale et d'égalité des chances, qui est créée suite aux émeutes. Je passe d'une gestion d'une politique d'immigration à la gestion de la politique de la ville, sans que cela soit pensé véritablement. On s'intéressait aux migrants, donc on pouvait s'intéresser aux quartiers.»

2 - Comment définiriez-vous la politique de la ville ?

Y. L. F. : «J'essaierai précisément d'éviter de la définir. C'est un objet sinon fuyant, du moins variant puisqu'elle a beaucoup changé au fil des 40 années de son existence. Je m'en tiens souvent à la définition institutionnelle, celle d'une politique additionnelle, complémentaire à une politique de droit commun à destination des habitants des quartiers prioritaires, qui vise à améliorer leur situation et à les rapprocher du reste de leur environnement urbain. De façon plus

analytique, j'ai toujours estimé que la politique de la ville était une politique de gestion de l'immigration en France. Si l'on regarde l'histoire, la politique de la ville est née au début des années 1980 d'une difficulté pour les jeunes de ces quartiers à se sentir intégrés dans la société française, et parallèlement, d'une difficulté pour la société française à les accepter.»

3 - Quel bilan faites-vous de votre parcours ?

Y. L. F. : «Toutes les choses qui ont été faites, même celles que j'ai impulsées, ont toujours été éminemment collectives. Par exemple, nous sommes aujourd'hui au Rocher de Palmer : j'ai participé à la mise en place de cet équipement et cela constitue une fierté, mais c'est beaucoup le résultat du travail de la préfecture et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) également.

Une de mes grandes fiertés, c'est tout de même d'avoir pas mal contribué à l'émergence de la problématique des discriminations dans les politiques publiques. Je suis assez content de l'avoir fait parce que ça n'était quand même pas évident. Cependant, il y a une chose que je considère comme un échec collectif, c'est de voir qu'aujourd'hui, cette question est largement minorée dans les politiques publiques alors que les problématiques se poursuivent sur le terrain. Je pense que nous en sommes en partie responsables en interne : manque de pédagogie, un peu trop d'idéologie et pas assez de capacité stratégique à l'inscrire dans les politiques publiques. Cela a presque disparu aujourd'hui des politiques publiques.

L'enseignement de cela, c'est que rien n'est jamais gagné ! Il faut toujours avoir en tête que la politique de la ville ne fonctionne que si des gens s'y activent. L'administration se donne parfois le choix d'appliquer ou non les politiques. Donc, s'il n'y a pas un rapport de force des acteurs au sens large, relayé par des agents de l'administration, les choses ne se font pas. Les dispositifs requièrent autre chose qu'une circulaire et un guide méthodologique, il faut aussi un minimum de courage. C'est valable pour les discriminations, mais j'ai aussi bien d'autres exemples en tête.»

OUTILLER

- 1 fiche outil sur la GPECT
- 1 cartographie nationale des expériences inspirantes
- 1 recueil d'actions inspirantes
- «Comment accompagner l'emploi saisonnier?»
- 20 appuis conseils /SVP
- 1 compte-rendu d'ateliers

PARTAGER SE RENCONTRER

- 3 web-conférences
- 3 web-ateliers
- 3 groupes de travail du club dévéco du RN CRPV
- 1 atelier dédié à l'ESS dans les QPV

DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI

INSPIRER

- 7 fiches d'expériences
- 1 article "Parole d'acteurs"

INFORMER

- 11 lettres d'information thématique
- 9 articles "Retour sur"

UN CYCLE DE QUALIFICATION POUR STIMULER LA QUALITÉ DES DÉMARCHES ET DES PROJETS AU SERVICE DE L'EMPLOI

La mise en réseau des acteurs de l'emploi s'est poursuivie durant l'année avec une attention portée à la dimension méthodologique. Le programme s'est principalement structuré en 2022 autour du cycle «conduite de projet pour l'emploi» qui s'est déployé entre les mois d'avril et d'octobre.

La légitimité du territoire pour agir sur l'emploi et encourager la coopération des acteurs

L'emploi est un sujet multi dimensionnel. Pour agir en la matière, il convient dans un premier temps de comprendre le large spectre des politiques publiques qui peuvent être mobilisées pour agir : petite enfance, éducation, développement économique, formation initiale et continue, insertion, logement, mobilité...

L'emploi est une compétence partagée entre toutes les institutions publiques de la commune jusqu'à l'État en passant par la région ou le département. Cet «éclatement» des politiques publiques de l'emploi nécessite donc une coordination des différents acteurs.

Le niveau local a une réelle légitimité pour agir sur ce sujet car les territoires sont en première ligne quand les difficultés économiques surviennent. Ils en subissent alors les effets directs : baisse du pouvoir d'achat, appauvrissement, perte de confiance, difficultés scolaires, problème de santé... C'est donc au niveau local qu'il revient de bâtir une feuille de route pour l'emploi et d'animer la communauté d'acteurs pour encourager la coopération.

La vie du réseau 2022 structurée autour du cycle de qualification

Le cycle de qualification a offert aux participants une prise de recul via de l'apport d'expertises et des

pratiques inspirantes. Il a mis en avant des repères méthodologiques précieux pour le passage à l'action. En complément des webinaires au format descendant, les web-ateliers du cycle ont offert aux participants des espaces d'échanges pour apporter un regard collectif sur une problématique donnée ou bien partager des démarches.

A titre d'exemple, trois études de cas ont traité de l'emploi dans les quartiers en politique de la ville : Cité de l'emploi, territoire zéro chômeur de longue durée et sensibilisation à l'entrepreneuriat. Ces ateliers ont produit des solutions opérationnelles, des points de vigilance, des facteurs clefs de succès et des freins.

Au total, ce sont trois webinaires et quatre ateliers qui ont été organisés en 2022. Si les interventions d'experts, élus et techniciens ont engendré des échanges qualitatifs satisfaisants, la fréquentation des rencontres est mitigée. Elles ont mobilisé 164 participants contre 280 en 2021.

Cycle de qualification, quels enseignements retenir?

Le cycle s'est décliné en trois phases successives.

La première séquence intitulée « par où commencer une démarche pour l'emploi ? » a mis en exergue l'importance de l'impulsion politique et la nécessité de se poser les bonnes questions au préalable pour comprendre les enjeux supra territoriaux puis locaux. Elle a également relevé deux points clefs : la formalisation d'un cadre méthodologique pour la démarche (avec un cap et un calendrier) et

l'identification des acteurs prêts à s'engager dès le départ.

La deuxième étape a mis en lumière des points clés pour élaborer une feuille de route : identification des enjeux locaux, définition d'un plan d'actions avec des objectifs opérationnels, planification et définition du qui fait quoi. Enfin, la hiérarchisation des actions a été identifiée comme un point essentiel à opérer à l'aide de critères d'utilité, financiers et techniques.

Le troisième temps du cycle a traité de la mise en œuvre opérationnelle. Les toutes premières actions doivent être réalisables, symboliques et démonstratives. Elles permettent pour la suite de la démarche de créer de la confiance et de «voir plus grand». La communication sur le contenu de la feuille de route s'avère indispensable pour «embarquer les acteurs». Enfin, l'adaptation de la feuille de route peut s'imposer au regard de l'évolution du contexte socio-économique. Cela nécessite alors une grande réactivité collective.

Tout au long du cycle, l'animation de l'écosystème a été identifiée comme une condition de réussite majeure

pour créer les conditions propices à la coopération des acteurs de l'emploi.

Les échanges ont mis en avant la diversité des dynamiques territoriales et le fait que chaque stratégie locale avait ses propres singularités suivant le diagnostic posé. On peut citer à titre d'exemples : la communauté de communes de l'estuaire (Gironde) et sa stratégie combinant création/développement d'activités, formation et emploi, l'Agglomération du bocage bressuirais (Deux-Sèvres) et la pratique du dialogue social territorial, ou bien encore le Grand Bergeracois (Dordogne) avec le Contrat néo-Aquitain de Développement de l'Emploi sur le Territoire (CADET)



CHIFFRES CLÉS

EMPLOI EN NOUVELLE-AQUITAINE

64,7%

TAUX D'EMPLOI DES 15-64 ANS EN NOUVELLE-AQUITAINE

44,4%

TAUX D'EMPLOI DES 15-64 ANS DANS LES QPV

6,3%

TAUX DE CHÔMAGE RÉGIONAL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2022 AVEC DE TRÈS FORTES DISPARITÉS TERRITORIALES ET PAR FILIÈRES

Taux d'emploi : le taux d'emploi rapporte le nombre d'actifs en emploi d'une tranche d'âge donnée (ici les 15-64 ans) à l'ensemble de la population de cette même tranche d'âge.

MISSION DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI

575

PERSONNES AU SEIN DU RÉSEAU

164

PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

L'EMPLOI SAISONNIER, UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT POUR LE TERRITOIRE?

Le territoire régional est fortement impacté par les activités économiques saisonnières. Difficultés de recrutement, fortes tensions sur l'hébergement, précarité des employés, etc. les défis à relever sont nombreux pour les territoires. Dans ce contexte, les collectivités prennent des initiatives pour accompagner le développement de l'emploi saisonnier et cherchent à améliorer leurs pratiques. État des lieux sur le sujet.

Le poids de l'emploi saisonnier en Nouvelle-Aquitaine

L'activité saisonnière se structure principalement autour de deux domaines d'activités qui sont fortement pourvoyeurs d'emplois : le tourisme et l'agriculture. On estime en effet à 200 000 le nombre de saisonniers en Nouvelle-Aquitaine. L'emploi saisonnier représente ainsi 8% de l'emploi salarié total de la région.

L'emploi saisonnier, un sujet multidimensionnel à enjeux multiples

L'accompagnement de l'emploi saisonnier est un sujet transversal et qui renvoie aux différents enjeux suivants : l'hébergement du saisonnier, la mobilité, le déficit d'attractivité des métiers, les difficultés de recrutement, la sécurisation des parcours professionnels, l'accueil des saisonniers sur le territoire, la fidélisation des actifs d'une année sur l'autre.

Des initiatives nombreuses et variées dans les territoires

Les initiatives prises dans les territoires peuvent se caractériser suivant quatre grandes thématiques :

> un rôle de médiation entre offre et demande et de sécurisation des parcours

Nombreux sont les territoires qui interviennent sur la gestion des offres et demandes d'emploi avec des événements (Forum de l'emploi, job dating, découverte métiers, visite d'entreprises) et des outils numériques de mise en relation (par exemple le portail de l'emploi du conseil départemental de Charente-Maritime). Des initiatives ont également été mises en place pour répondre à la précarité et la saisonnalité des tâches. Le groupement d'employeurs et un outil qui répond parfaitement à cette problématique en consolidant des postes entre plusieurs employeurs (Groupement d'employeurs AGEM 16 en Charente).

> l'accueil global du saisonnier pour favoriser son lien au territoire

Les acteurs locaux soignent la qualité de l'accueil pour que le saisonnier se sente à l'aise sur le territoire et ait envie de revenir. La Maison du saisonnier (comme à Saint-Georges-de-Didonne en Charente-Maritime) est un espace d'accueil généraliste pour

informer et orienter ce public. Signalons également l'existence de guides d'accueil qui visent à donner le maximum d'informations pratiques pour faciliter la vie quotidienne du saisonnier (exemple du guide du saisonnier du Médoc).

En résumé, améliorer les conditions d'accueil du saisonnier c'est également contribuer à :

- ce qu'il partage et transmette les valeurs du territoire
- le fidéliser
- le qualifier sur sa fonction

> L'hébergement du saisonnier, le point d'achoppement

La question du logement est très problématique car les territoires touristiques font face à un déficit significatif de logements. Les initiatives sont multiples mais rarement à la hauteur des enjeux. On peut citer différentes expériences : réhabilitation de logements communaux, construction d'un village mobile dans les Pyrénées-Atlantiques, mise à disposition d'internats pendant l'été, résidences pour jeunes travailleurs, mise à disposition gratuite d'aires d'accueil, service de rapprochement entre propriétaires et locataires...

> La transversalité, une approche souhaitable pour apporter des réponses plus efficaces et mieux coordonnées

Quelques territoires à fort enjeu saisonnier ont engagé une démarche transversale en proposant une offre de services globale. L'exemple de la plateforme NOMAD' dans les Landes en est une bonne illustration. Cette démarche initiée par les élus du Pays Landes Nature Côte d'Argent en 2009 propose différents services en saison et à l'année pour répondre à l'activité saisonnière touristique, agricole et agro-alimentaire.

Si les initiatives locales existent, elles méritent sans doute d'être développées et conçues de manière plus transversale et partenariale. Elles pourront alors répondre aux réelles difficultés de recrutement et au défi d'une attractivité touristique toujours croissante en Nouvelle-Aquitaine.

Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine a élaboré en 2022 un recueil d'idées inspirantes intitulé « Comment accompagner l'emploi saisonnier? »

« À l'occasion de l'atelier de codéveloppement sur l'offre de logements pour les saisonniers et apprentis, les regards croisés du groupe sur la situation de mon territoire m'ont ouvert des horizons, apporté des points de vigilance précieux et donné des contacts utiles pour déployer de nouveaux partenariats »

- Victoria Martin, chargée de mission emploi formation - Pôle d'équilibre territorial et rural Monts et Barrages (Haute-Vienne)



COHÉRENCE, PERSÉVÉRANCE ET VISION LONG TERME

OLIVIER VERHAEGHE
EXPERT EN ÉCONOMIE, EMPLOI ET COMPÉTENCE

Lutter contre le chômage, c'est faire progresser la population locale : plus de compétences, plus pertinentes localement, pour tous. C'est une politique ambitieuse, exigeante et qui demande du temps. Le territoire peut y tenir une place essentielle, au côté de partenaires qu'il s'agit de mobiliser, de fédérer et quelquefois d'aiguillonner (Éducation nationale, Pôle emploi, Mission locale et Plans Locaux Pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi, Région etc). Tous ces acteurs n'ont pas les mêmes horizons temporels, les mêmes tutelles, les mêmes contraintes de gestion et les mêmes moyens financiers ; les élus locaux agissent en avocat de la population locale et sont souvent conduits à un rapport de forces avec ces partenaires. Le fait de disposer d'une vision à moyen-long terme précise, chiffrée et contextualisée des évolutions du marché local du travail constitue à l'évidence un atout dans cette négociation permanente.

Les collectivités peuvent mener une veille permanente sur les projets, les difficultés et les besoins des entreprises locales, consolider ces informations pour les comparer à l'offre locale de formation et à la main d'œuvre disponible (demandeurs d'emploi). Elles peuvent aussi contribuer à l'ouverture de l'école sur son environnement économique (orientation, stages de découverte professionnelle, information sur les métiers et les formations). Connaître et suivre les entreprises, animer le partage d'informations avec les partenaires locaux : autant de savoir-faire qui sont déjà au cœur du métier de développeur local.



EXPLORER EXPÉRIMENTER

1 stage (6 mois) : enquête « Numérique et territoires »
1 expérimentation territoriale :
11 séances d'accompagnement

PARTAGER SE RENCONTRER

2 groupes de travail
3 web-conférences

INCLUSION NUMÉRIQUE & TERRITOIRES

OUTILLER

14 fiches outils
1 synthèse d'étude
1 fiche thématique

INFORMER

11 lettres d'informations
3 articles « On y était »

INSPIRER

2 vidéos « Paroles d'élus »
2 fiches d'expériences

CHIFFRES clés

DES DYNAMIQUES TERRITORIALES PROMETTEUSES AUTOUR DE L'INCLUSION NUMÉRIQUE !

Face à une société de plus en plus numérique, les territoires se mettent en ordre de marche pour agir. C'est pourquoi PQN-A avait à cœur, en 2022, d'observer et de suivre ces dynamiques à l'œuvre. Le centre de ressources a donc lancé une expérimentation territoriale qui a permis d'accompagner deux collectivités de Nouvelle-Aquitaine à la création de leurs feuilles de route locales d'inclusion numérique. D'autre part, PQN-A a mené une enquête exploratoire intitulée « Numérique et territoires », auprès des décideurs et acteurs locaux, afin d'observer plus finement ces dynamiques. Retour sur une année riche en enseignements !

Un réseau en structuration

2022 est une année qui a permis de poursuivre l'animation du réseau des démarches territoriales sur l'inclusion numérique. Elle s'est traduite par une activité dense entre rencontres distancielles, intervention dans des événements d'envergure, production de nouvelles ressources et de retour d'expériences. A noter la réalisation d'un nouveau format qui met en avant les stratégies et actions locales présentées par des élus sous format vidéo « Paroles d'élus » ; deux capsules ont été réalisées en 2022.

La mobilisation des acteurs connaît une dynamique croissante depuis l'amorçage du réseau en 2021. Le nombre de membres du réseau a doublé pour atteindre le chiffre de 700. Cette tendance positive se manifeste également par une participation croissante du nombre d'EPCI qui est passée de 33 à 69 sur la même période. Cette dynamique de réseau illustre aussi la dynamique des territoires sur les questions du numérique.

A travers son savoir-faire, PQN-A a apporté aux acteurs locaux des ressources et des rencontres visant à faciliter l'engagement des territoires dans ce processus complexes que sont les démarches de projet.

Construire une feuille de route territoriale d'inclusion numérique : un défi pour les collectivités !

Conscient des difficultés que rencontraient les collectivités pour élaborer des stratégies locales sur le numérique, PQN-A a souhaité les accompagner, en collaboration avec Hubikoop. Cette expérimentation est née suite à plusieurs constats :

- Un contexte d'urgence (dématérialisation) et d'opportunité (arrivée des Conseillers Numériques France Services) qui encourage à agir ;
- Une méconnaissance fréquente des dispositifs nationaux et de ce qui existe par ailleurs ;
- Un manque de visibilité sur la cohérence entre les enjeux de l'inclusion numérique et ceux du développement territorial ;
- Un forte hétérogénéité entre territoires avancés, et territoires plus fragiles face au numérique.

Pour ce faire, toute une méthode a été pensée, que nous avons souhaité expérimenter auprès de deux collectivités : la communauté d'agglomération du Grand Périgueux et la communauté de communes de Dronne et Belle, situées en Dordogne (24).

Une expérimentation soutenue par l'État, la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)

Au regard des constats évoqués, l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine ont mandaté PQN-A et Hubikoop pour la mise en œuvre d'une expérimentation territoriale. Le but est d'appuyer les collectivités à la production d'une stratégie locale d'inclusion numérique. De plus, cette expérimentation est financée via l'Appel à Manifestation d'Intérêt "Outiller la médiation numérique", lancé par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. En effet, basée sur l'expérience de deux collectivités, cette méthode a pour vocation d'être valorisée et essaimée sur d'autres territoires, au niveau régional et national.



CHIFFRES CLÉS

INCLUSION NUMÉRIQUE EN FRANCE ET EN NOUVELLE-AQUITAINE

14 millions

DE FRANÇAIS SONT CONSIDÉRÉS COMME ÉTANT EXCLUS DU NUMÉRIQUE (INSEE PREMIÈRE, OCTOBRE 2019)

35%

DES FRANÇAIS ÉPROUVENT AU MOINS UNE FORME DE DIFFICULTÉ QUI LES EMPÊCHENT D'UTILISER PLEINEMENT LES OUTILS NUMÉRIQUES ET INTERNET (CRÉDOC, BAROMÈTRE DU NUMÉRIQUE 2021).

30%

DES RÉPONDANTS À L'ENQUÊTE «NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES EN NOUVELLE-AQUITAINE» ESTIMENT QU'IL N'EXISTE PAS DE STRATÉGIE SUR LE NUMÉRIQUE DANS LEUR TERRITOIRE.

MISSION INCLUSION NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES

700

MEMBRES DANS LE RÉSEAU

411

PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

69

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI) REPRÉSENTÉS DANS LE RÉSEAU, SUR LES 153 PRÉSENTS EN NOUVELLE-AQUITAINE

UNE MÉTHODE CONÇUE EN 7 ÉTAPES

Avril **ÉTAPE 0**
SÉLECTION DES LAURÉATS

Juillet **ÉTAPE 2**
IDENTIFICATION DES ENJEUX
Revenir sur le diagnostic territorial et identifier les enjeux du territoire

Octobre **ÉTAPE 4**
VERS UNE FEUILLE DE ROUTE D'INCLUSION NUMÉRIQUE
Présentation de la feuille de route V1 (enjeux, chantiers, ressources, défis) sur laquelle les territoires pourront travailler

Janvier **ÉTAPE 6**
VISITE INSPIRANTE
Temps d'inspiration sur un territoire qui est exemplaire et qui connaît des enjeux similaires

Mai **ÉTAPE 1**
PAR OÙ COMMENCER ?
Partager en collectif les lignes directrices de la démarche et lancer l'étape de diagnostic et constituer le groupe projet

Septembre **ÉTAPE 3**
IDENTIFICATION DES CHANTIERS CLÉS ET CARTOGRAPHIE DES RESSOURCES
Répondre aux enjeux en identifiant des chantiers à mener et aux ressources à mobiliser

Novembre-Décembre **ÉTAPE 5**
APPROPRIATION DE LA FEUILLE DE ROUTE
V2 de la feuille de route retravaillée par les territoires

Mars **ÉTAPE 7**
FICHES ACTIONS
Travail collectif autour d'actions phares de la feuille de route pour les rendre opérationnelles

ZOOM SUR

L'ENQUÊTE «NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES»

En 2022, au regard de la transformation numérique de la société, PQN-A souhaitait avoir une meilleure vision des besoins et perspectives des collectivités sur le numérique. Comment les collectivités de Nouvelle-Aquitaine appréhendent-elles cette transition numérique dans leurs projets de territoire ? Comment les soutenir et les accompagner, au regard des préoccupations et besoins qu'elles expriment ? Cette publication est le fruit d'une enquête exploratoire de six mois, menée par Laura Monmarin, étudiante en Master 2 Ingénierie du Développement Économique Territorial (IDET) à Bordeaux.

Vous pouvez y retrouver l'ensemble des résultats, synthétisant :

- des éléments de définition ;
- les différentes préoccupations des collectivités sur le numérique ;
- les secteurs clés à accompagner ;
- les difficultés identifiées par les collectivités



Consulter la synthèse

Cette enquête nous aura permis de constater qu'il y avait un fort besoin de soutien et d'accompagnement des territoires, notamment les plus fragiles, afin de lutter contre les inégalités territoriales qui s'observent. Pour ce faire, les résultats sont encourageants puisque l'enquête montre que, peu importe la typologie de territoire, il est possible d'agir !

2 QUESTIONS À Vincent COURBOULAY



Les résultats de l'enquête « Numérique et territoires » l'ont démontré : le numérique responsable est une des priorités d'action des collectivités. L'enjeu est à la fois social, environnemental, et désormais légal. Les collectivités ont leur rôle à jouer pour relever ce défi. C'est pourquoi PQN-A est allé à la rencontre de Vincent Courboulay, co-fondateur et directeur scientifique de l'Institut du Numérique Responsable (INR), afin qu'il nous explique comment les collectivités peuvent agir.

1 - Qu'est ce que le numérique responsable ? Pour quelles raisons une collectivité devrait s'engager ?

Vincent Courboulay : « Le numérique responsable, c'est un cadre de pensée, de politique et d'actions qui permet d'essayer de faire converger les urgences climatiques et sociales avec la transition numérique. Il est nécessaire d'agir rapidement car, d'une part, il faut respecter la loi ! La loi REEN (Réduire l'Empreinte Environnementale du Numérique) oblige par exemple les collectivités de plus de 50 000 habitants à se lancer dans le numérique responsable. D'autre part, il existe des motivations multiples selon les ambitions de la collectivité. Cela peut être l'inclusion en réduisant la fracture électronique, la maîtrise de l'empreinte environnementale, la réduction des coûts de possession du parc informatique... C'est très protéiforme. En résumé, c'est prendre de l'avance sur les prochaines normes face à l'urgence climatique et réduire les dépenses liées aux équipements par une moindre consommation et un moindre coût d'énergie. »

2 - Comment faire pour agir en tant que collectivité ?

V. C. : « Une collectivité peut agir de plusieurs façons, mais la démarche est à peu près toujours la même :

- **Trouver des pionniers** qui vont monter en compétences, s'approprier le sujet. La Région et l'INR forment par exemple des agents en interne pour élaborer un schéma directeur au sein de leur structure ;
- **Sensibiliser les décideurs** notamment avec des webinaires centrés sur leurs besoins, avec un discours adapté pour savoir ce qui fonctionne ;
- **Structurer son organisation** une fois que la sensibilisation est faite, mobiliser des outils spécifiques (l'INR a notamment construit une boîte à outils) ;
- **Déployer une politique** : aligner les enjeux du numérique responsable avec l'histoire de la collectivité (par exemple, si la collectivité s'est historiquement investie pour l'inclusion, elle traitera l'enjeu du numérique responsable sous ce prisme).

De plus, au niveau régional, il y a une volonté d'une feuille de route, c'est un outil vraiment important. Cette feuille de route est aujourd'hui déclinée dans peu de territoires, alors que les exemples de La Rochelle et du Pays Basque sont inspirants. »

TRANSMETTRE

1 publication
1 synthèse d'étude
12 fiches d'expériences

PARTAGER SE RENCONTRER

6 temps de partage pour le réseau cafés des Politiques Alimentaires de Territoire (PAT)
20 participations à des rencontres et groupes de travail
1 visite sur site
2 web-conférences

DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE

ACCOMPAGNER OUTILLER

11 sollicitations d'intervention
1 expérimentation territoriale

ENTREPRENDRE

1 Stage

INFORMER

11 lettres d'information thématique
16 articles



DE L'APPROPRIATION DES ENJEUX AU PASSAGE À L'ACTION POUR UNE ALIMENTATION LOCALE, SAIN ET DURABLE EN NOUVELLE-AQUITAINE

En 2022, les acteurs régionaux sous l'impulsion de l'État et la Région ont signé le Pacte alimentaire 2021-2025 permettant à chacun de contribuer aux ambitions pour une alimentation locale, saine et durable. Au sein du Pacte alimentaire, PQN-A est un acteur clé par son animation de réseau des acteurs des démarches alimentaires de territoire. Cette année, à l'image de l'évolution du réseau, l'orientation générale est passée de l'accompagnement à l'appropriation des enjeux par les acteurs du réseau à celui du passage à l'action.

Une équipe au service de la diversité des acteurs des Démarches Alimentaires de Territoire

La mission Démarches Alimentaires de Territoire (DAT) est au service des ambitions du Pacte Alimentaire régional, auquel elle a contribué début 2022. PQN-A concourt directement à deux objectifs du Pacte. D'une part, faciliter les initiatives des territoires concourant à la relocalisation de l'économie par le développement de circuits alimentaires locaux. PQN-A y contribue en structurant et animant le réseau régional des démarches alimentaires de territoire. Composé de plus de 800 personnes, il s'est élargi en 2022, grâce à des événements ciblés pour les élus (conférence "Le rôle de l'élu dans le lancement d'une démarche alimentaire de territoire), les acteurs économiques (ateliers d'interconnaissance visio) dont ceux de l'Économie Sociale et Solidaire (ateliers d'interconnaissance en présentiel). L'objectif étant de favoriser la coopération et la transversalité entre les acteurs du réseau au service de systèmes alimentaires durables.

L'accompagnement vers l'opérationnel et le début du retour au présentiel

Tant dans le choix des sujets abordés que dans celui des formats, la mission DAT a privilégié l'opérationnalité. Ont été abordés par exemple les sujets de la logistique des circuits courts et de proximité, et les outils de transformation de légumes (voir les focus ci-après). Cela a permis d'approfondir la réflexion sur des enjeux incontournables mais complexes. Complexes par la diversité des acteurs qu'ils impactent, et par le changement des pratiques que cela suppose.

S'agissant des formats, le réseau a pu se nourrir grâce à des conférences et webinaires, co-construire et toucher du doigt les problématiques opérationnelles rencontrées par les acteurs locaux lors d'ateliers en présentiel, en ligne, et d'une visite sur site de légumerie.



Valoriser la recherche

À la croisée de la recherche, des institutions et des acteurs du développement local, PQN-A a un rôle important dans la réalisation d'études et la valorisation des résultats au service du développement territorial et des systèmes alimentaires durables.

PQN-A est en effet mandaté à ce titre dans le Pacte Alimentaire, en valorisant et participant à la recherche de bonnes pratiques issues du terrain. De nouveaux indicateurs socio-économiques sont aussi proposés pour à terme évaluer les projets éligibles aux financements régionaux sur l'alimentation (voir encart "Entreprendre pour un système alimentaire durable").

Toujours dans l'optique de capitaliser sur des recherches de terrain, PQN-A a conclu en 2022 une première expérimentation territoriale de "Structuration d'une filière noisette en Creuse" (voir interview de Vincent Turpinat). L'ambition est triple: permettre à un territoire sélectionné de bénéficier de l'expertise scientifique et de l'accompagnement de PQN-A sur un projet concret, fournir un terrain d'expérimentation à des étudiants en formation, et diffuser à l'ensemble du réseau un retour d'expérience via des outils de vulgarisation.

Enfin, PQN-A a construit un partenariat fort avec le programme de recherche SEREALINA (Sécurité et résilience alimentaire en Nouvelle-Aquitaine), unique en France, afin d'en valoriser les enseignements.

La logistique un levier fort de structuration des filières alimentaires et de nos territoires

La logistique est définie comme l'activité qui organise les flux physiques, économiques et les données qui leurs sont associées. Elle constitue un facteur clé de développement des démarches alimentaires par les porteurs de projet. Travailler sur la logistique a pour but d'approvisionner des bassins de consommation en produits locaux et sains pour la santé, tout en limitant les impacts environnementaux et sociaux négatifs qui peuvent être associés à cette activité. Un cycle de web conférences couplées à un atelier de co-construction réunissant soixante-dix personnes en 2022, ont permis d'éclairer ce sujet et de donner des pistes d'actions concrètes grâce à la présentation d'expériences percutantes. Ce travail a permis des échanges entre acteurs économiques et institutionnels du privé et du public, complétés par le regard d'expertes.

Le Café des PAT, la rencontre mensuelle des porteurs de projet

En Nouvelle-Aquitaine, on recense aujourd'hui 27 Projets Alimentaires Territoriaux dont les niveaux d'avancement sont variables. Les portes d'entrées pour développer ces projets sont multiples, elles dépendent notamment des caractéristiques du territoire et de la volonté de ses acteurs à converger vers un objectif commun. Dans leurs objectifs, l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine souhaitent favoriser la collaboration entre parties prenantes des PAT. C'est pourquoi PQN-A a été missionné pour créer des espaces de discussion et de partage entre porteurs de projet. Ainsi, une fois par mois est proposé le "Café

des PAT". Le sujet de ces échanges est choisi en amont par les participants puis alimenté et animé par l'équipe DAT. Lors de ces temps informels de nombreuses ressources sont partagées, les expériences des uns enrichissent celles des autres. En aval, un compte rendu de ces réunions est diffusé à l'ensemble du réseau PAT afin de rendre les ressources accessibles à tout moment et que les échanges continuent en marge du "Café des PAT".

Entreprendre pour un système alimentaire durable : une publication valorisant la contribution des acteurs de l'ESS, de l'IAE et de l'Innovation sociale

PQN-A a étroitement collaboré avec la Région afin de mettre à disposition des acteurs des ressources pour favoriser le changement d'échelle des initiatives à impacts. La publication "Entreprendre pour un système alimentaire durable, nouvelles pratiques aux impacts sociaux et environnementaux positifs", synthétise l'étude menée par Vertigo Lab et Let's Food

en 2021, pour le compte de la Direction Innovation sociale et Economie sociale et solidaire de la Région. L'objectif était double : recenser et qualifier les différentes initiatives, et comprendre les leviers et les freins à leur changement d'échelle. En parallèle, PQN-A travaille à la création d'une grille d'auto-évaluation de l'utilité sociale et écologique des projets, et de leur contribution à un système alimentaire durable dont la mise à disposition pour les acteurs est prévue en 2023.



Télécharger l'étude



CHIFFRES CLÉS

ALIMENTATION EN NOUVELLE-AQUITAINE

1^{ère}

RÉGION DE FRANCE À S'ÊTRE ENGAGÉE À SUIVRE UN PACTE ALIMENTAIRE 2021-2025 POUR UNE ALIMENTATION SAINTE, DURABLE ET LOCALE

1 million

DE MANGEURS EN PLUS PRÉVUS EN 2050

55 000

EXPLOITATIONS AGRICOLES

MISSION DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE

46

DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRES RÉPERTORIÉES DANS L'ANNUAIRE 2022

366

PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

FOCUS

CYCLE SUR LES LÉGUMERIES

Le travail sur les légumeries entamé par PQN-A en 2022 répond à une forte attente des acteurs locaux et des institutions.

Ceux-ci, pour répondre aux aspirations sociétales et entrer en conformité avec la loi EGalim, ambitionnent d'intégrer dans les assiettes des fruits et légumes locaux et en circuit court. Mais intégrer des produits frais et bruts dans la préparation des repas allonge le temps de préparation, nécessite de l'équipement, induit des contraintes logistiques... À défaut d'investir dans du personnel et de l'équipement supplémentaire, le choix peut se porter sur la commande.

Les légumeries sont en effet des ateliers où sont transformés fruits et légumes bruts afin de les rendre prêts à l'emploi. Ces ateliers sont aujourd'hui souvent considérés comme un levier pour faciliter l'approvisionnement local et la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation.

Le sont-ils vraiment ? Sous quelles conditions ? À quoi ressemblent ces outils ? Combien et où sont-ils en Nouvelle-Aquitaine ? Sont-ils viables ? Ces questions intéressent vivement les porteurs de projet, mais aussi l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine qui participent à leur financement pour contribuer à l'atteinte des objectifs du Pacte Alimentaire.

PQN-A a donc souhaité y répondre grâce à différentes ressources. D'abord par la réalisation d'une étude de recensement et de qualification des légumeries existantes et en projet en Nouvelle-Aquitaine (retrouvez le replay, la synthèse de l'étude et les fiches des légumeries sur notre site).

Plus de quatre-vingt personnes ont assisté à sa restitution en septembre, et nombre d'acteurs ont par la suite demandé des informations complémentaires à PQN-A. Une fois cet état des lieux global réalisé, PQN-A a invité les acteurs à se rendre sur le terrain, à la rencontre des porteurs de projet et de leurs problématiques.

La première visite qui a rassemblé une quarantaine d'acteurs a eu lieu en novembre à la légumerie de l'Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) Pessac Magellan. Une table-ronde animée sur le rôle des légumeries dans l'approvisionnement en fruits et légumes locaux de la restauration collective avec la présence de Bordeaux Métropole, d'INTERBIO, et d'ECOZEPT a succédé à une matinée de visites et de travail sur la légumerie.



4 QUESTIONS À Vincent TURPINAT



En 2021, PQN-A et Bordeaux Sciences Agro ont accompagné le Syndicat Mixte Est Creuse Développement sur leur volonté de structurer une filière noisette. Vincent Turpinat, président du Syndicat Mixte Est Creuse Développement, témoigne de cette expérience.

Qu'attendiez-vous des étudiants de Bordeaux Sciences Agro ?

Vincent Turpinat : «Ce sont des étudiants en école d'ingénieur, donc on était dans le concret. On attendait d'eux d'analyser les difficultés avec un regard extérieur. Il fallait traduire le projet dans le langage des acteurs économiques. Quand on va voir un investisseur ou un agriculteur, il faut pouvoir parler rendement à l'hectare, prêts industriels, etc.»

Les étudiants ont travaillé à la fois sur l'intérêt que représente le projet de filière pour les acteurs du territoire, mais aussi sur les premiers aspects technico-économiques. Qu'est-ce que cela a permis ?

V. T. : «De confirmer par des approches empiriques, des entretiens et visites de terrain, l'intuition des élus sur l'engouement des acteurs... et d'objectiver la fierté des Creusois ! Sur un territoire où il y a peu de fierté, les gens se reconnaissent dans la noisette: elle est sauvage, préservée, et sa cueillette fait partie de la culture locale. Je ne dirai pas qu'ils ont apporté du matériau nouveau, mais plutôt engrangé une redynamisation. Je pense d'ailleurs qu'il n'y a pas qu'à nous que cette expérience aura été profitable. Je crois que les étudiants ont particulièrement apprécié se déplacer sur le terrain. Personnellement, je suis attaché à ce que les étudiants viennent voir ce qu'il se passe "au fin fond des campagnes".»

Pour ces raisons, recommanderiez-vous à vos pairs de bénéficier de l'accompagnement d'étudiants de Bordeaux Sciences Agro et de PQN-A ?

V. T. : «Oui. Je suis pour confronter l'université, les hautes études, avec le terrain. Plus ils viendront

dans les entreprises, dans les fermes, plus ça leur apportera, mais aussi à ceux qu'ils viennent voir. C'est gagnant-gagnant ! Que ce soit des étudiants en sciences sociales, ou en écoles d'ingénieur, surtout sur des territoires où on manque d'ingénierie, ça a de la valeur. J'ajouterai aussi que c'est comme ça qu'on peut faire découvrir à des jeunes urbains que dans les territoires moins denses, ruraux, la qualité de vie est au rendez-vous, et qu'il s'en passe des choses !»

Auriez-vous des conseils pour les collectivités et EPCI qui souhaiteraient eux aussi structurer une filière locale ?

V. T. : «A mon avis il faut commencer par l'acceptation sociétale sur l'histoire du territoire. Cela nous a permis de soulever ce fameux paradoxe : pourquoi sur un territoire à la spécialité culinaire renommée [le gâteau Le Creusois, ndr], on ne fait pas de noisette ? C'est de ce paradoxe qu'est née l'évidence de la filière. Et puis le développement local, c'est la fierté ! Comment redonner de la fierté à travers un marqueur territorial. Ce qui m'inspire beaucoup en la matière, c'est Laguiole, en Aveyron. Il y a soixante ans, c'était la déprise économique. A un moment donné, ils y ont mis des marqueurs sur la culture, l'économie et la fierté. Aujourd'hui Laguiole est dans une santé économique hallucinante ! Avec le couteau, le fromage, et l'aligot, ils racontent une belle histoire, connue dans toute la France. C'est un peu ce que je souhaite faire avec la noisette, et j'y crois. Tenez, en 2019, j'ai été interviewé dans l'émission de radio France Bleu Creuse, elle a été la deuxième meilleure audience de l'année. Par la suite, sur la page Facebook de France Bleu Creuse on n'a reçu que des éloges et des messages positifs. Cela nous a donné la légitimité d'agir... et des producteurs intéressés !»

OUTILLER

- 30 appuis/ conseils
- 3 sollicitations par les référents PVD départementaux
- 1 sollicitation régionale

PARTAGER SE RENCONTRER

- 3 web-conférences
- 3 visites sur site
- 3 groupes de travail

REVITALISATION DES CENTRE-BOURGS & CENTRE-VILLES

INSPIRER

- 1 vidéo
- 2 fiches d'expérience
- 1 "Parole d'acteurs"

EXPLORER EXPÉRIMENTER

Expérimentation territoriale

INFORMER

- 11 lettres d'information thématique
- 7 articles "Retour sur"

LE PROJET GLOBAL DE REVITALISATION, UN ESSENTIEL POUR TOUS LES TERRITOIRES

Grâce à ses différents moyens (web-conférences, visites sur site, groupes de travail et retours d'expérience), Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine a mis l'accent sur l'importance de construire un projet global de revitalisation pour toutes les communes, peu importe la taille de son centre-bourg ou de son centre-ville.

Missionné par l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine pour mettre en réseau les décideurs locaux et l'ingénierie locale, depuis 2019, PQN-A s'est emparé de la thématique de la revitalisation des centres-bourgs et des centres-villes. L'objectif est, depuis le début, de faciliter le déploiement des démarches de revitalisation pour un aménagement du territoire équilibré et durable.

Pourquoi est-il nécessaire de construire un projet global de revitalisation ?

Les conséquences de la dévitalisation des centres-bourgs et des centres-villes sont systémiques. Un centre-bourg sans commerce n'attirera pas non plus de commerçants, etc. De fait, il semble nécessaire d'aborder la revitalisation des centralités comme un ensemble de problématiques à traiter simultanément. Il ne s'agit donc pas seulement d'apporter des réponses ponctuelles et sectorielles (politiques de l'habitat, politique du développement commercial, réaménagement des espaces publics, etc.) mais bien d'avoir une vision globale et cohérente du projet pour son centre et plus largement pour son territoire.

Cette vision globale se construit grâce à une réflexion pluri-thématique et transversale qui va toucher à tous les aspects du fonctionnement et de l'aménagement d'une centralité. Cette réflexion, faite au travers de diagnostics, d'études ou encore de consultations, permet d'aboutir à une stratégie de revitalisation qui

permettra de poser les grands axes du projet global - aussi appelé plan guide, plan de référence, feuille de route. Toutefois, cette réflexion ne peut être efficiente qu'avec le concours d'une gouvernance partagée autour du projet de revitalisation.

Cette logique de projet global est très riche car elle met en lumière à la fois les problèmes à prendre en compte et ce sur quoi le territoire peut s'appuyer pour les résoudre. Elle aide les élus à savoir par quoi commencer, comment phaser les différentes actions et comment les échelonner dans le temps. Et surtout, elle permet d'aborder la question cruciale du financement et ainsi construire un plan pluriannuel d'investissement. Ce dernier permet de planifier les investissements à court, moyen et long terme et donne une véritable viabilité au projet.

Ce projet global est largement plébiscité par les pouvoirs publics et autres financeurs. C'est pourquoi, il est au cœur des politiques publiques mises en œuvre aujourd'hui.

Un renforcement du maillage des politiques publiques en faveur de la revitalisation

En 2022, la revitalisation des centres-bourgs et des centres-villes a trouvé un écho dans les politiques publiques portées par les collectivités locales et l'État.

Depuis deux ans, le programme Petites Villes de Demain (PVD) a permis à plus de 1600 communes de bénéficier d'un soutien en ingénierie. En effet, plus

de 900 chefs de projet ont été recrutés pour aider les communes à monter leur projet. En deux ans, 108 communes ont signé une convention-cadre valant Opération de Revitalisation Territoriale (ORT) et près de 25 000 logements ont été rénovés. L'État a également annoncé la phase 2 d'Action Cœur de Ville (ACV) pour les 234 communes déjà bénéficiaires. L'accent sera mis sur "l'écologie de territoire" avec une attention particulière aux quartiers de gares et aux entrées de villes.

Au niveau régional, la Région Nouvelle-Aquitaine a lancé le renouvellement de sa politique contractuelle territoriale et, de fait, les contrats de territoire. Ces derniers permettent aux territoires de faire remonter les projets portés localement sur diverses thématiques liées à la revitalisation (habitat, commerce, tiers-lieu, etc.). Elle a aussi continué le suivi des communes lauréates de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Revitalisation des centres-bourgs, permettant un soutien de proximité.

Malgré l'augmentation notable de projets de revitalisation sur le territoire national, le maillage n'est pas complet. Beaucoup de communes restent en dehors des radars, et notamment celles en milieu rural. 70% des communes rurales ne disposent d'aucun commerce selon l'INSEE. La mise en place d'un projet global de revitalisation n'est pas encore bien comprise et beaucoup peinent à le déployer. En 2022, PQN-A a ainsi tenté d'investir ces sujets et de continuer son action au plus près des territoires.

Un renforcement des échanges de proximité grâce à un programme d'action diversifié

En 2022, PQN-A a renforcé son action de proximité via un programme diversifié répondant à une diversité d'acteurs et de territoires (villages, villes, intercommunalités, Pays, etc.). Cette montée en puissance des différents formats s'est notamment traduite par le renouvellement des web-conférences et des visites sur site initiées en 2021.

Les web-conférences ont rassemblé près de 300 participants autour d'élus et d'experts abordant les questions suivantes :

- Comment conduire son projet de revitalisation en tenant compte de ce que nous offre son patrimoine ?
- Comment la transition peut-elle se traduire dans les projets de revitalisation ? Comment la rend-on possible ? Quels modes de faire proposer et quels outils ?
- Comment les villages mettent-ils en œuvre leur projet de revitalisation ?

Afin de faire écho à ces problématiques de façon concrète, PQN-A a organisé des visites sur site dans trois communes de Nouvelle-Aquitaine réunissant plus de 150 participants :

- Thouars (79) et son importante densité patrimoniale
- Oloron Sainte-Marie (64) et ses multiples friches
- Monbahu (47) et son projet global

Ces deux premiers formats ont permis de mettre en réseau un large panel d'acteurs travaillant autour de la revitalisation (élus, ingénierie territoriale, associations, universitaires, entreprises, etc.). Ils ont également offert la possibilité aux participants d'éprouver la logique du projet global et de la comprendre.

L'un des objectifs 2022 était aussi de garder un moyen d'échanger entre pairs. PQN-A a ainsi réalisé trois groupes de travail à destination de l'ingénierie locale. Réunissant une cinquantaine d'acteurs de l'ingénierie locale, afin de travailler sur les clés de réussite d'une prise de poste et de connaître le système d'acteurs autour de la revitalisation. Le premier "De la prise de poste au passage à l'action" a été l'occasion d'écouter plusieurs témoignages de chargés de mission bien en poste et d'identifier les questions primordiales que se pose un chargé de mission à son arrivée. Tandis que le second a été l'occasion d'identifier les différents acteurs qui œuvrent et participent tout au long du projet à la revitalisation afin de créer une cartographie des acteurs.

Aussi, afin de remplir son rôle de centre de ressources, PQN-A a réalisé trois retours d'expérience. Le premier fut sous format vidéo en interviewant le maire de Morcenx-la-Nouvelle (40), puis sous format écrit, à Mauléon (79) autour de la requalification de l'Abbaye et enfin avec le collectif Trois-Tiers sur la participation citoyenne dans les projets de revitalisation.

Enfin, deux nouvelles missions sont venues renforcer et diversifier l'action de PQN-A sur la revitalisation. Premièrement, les Directions Départementales Territoriales (DDT) et les Préfectures, animatrices des réseaux départementaux de PVD ont sollicité le centre de ressources pour qu'il participe au temps de mise en réseau départementale et apporte de l'expertise sur certains sujets. PQN-A s'est ainsi rendu à Saint-Maixent-l'École dans le cadre de la mise en réseau du département des Deux-Sèvres avec le collectif Trois-Tiers pour parler participation citoyenne. Deuxièmement, toujours dans une optique d'accompagnement de proximité, PQN-A a lancé une expérimentation territoriale avec le IATU et le Cerema autour des questions de gestion durable de l'espace et du foncier. (Voir le Focus page suivante).

CHIFFRES CLÉS

REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS (RCB) EN FRANCE ET EN NOUVELLE-AQUITAINE

22

LAURÉATES ACTION COEUR DE VILLE

197

LAURÉATES PETITES VILLES DE DEMAIN

36

LAURÉATES AMI REGIONAL «CENTRES-BOURGS/CENTRES-VILLES»

70%

TAUX DE COMMUNES RURALES NE DISPOSANT D'AUCUN COMMERCE

MISSION REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS

280

PERSONNES REÇOIVENT LA LETTRE D'INFORMATION RCB

505

PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

148

ÉLUS ONT PARTICIPÉ AUX RENCONTRES

L'EXPÉRIMENTATION TERRITORIALE SUR LA GESTION DURABLE DU FONCIER ET DE L'ESPACE

En juin 2022, PQN-A a lancé, en partenariat avec le IATU (Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme) et le Cerema, un appel à candidature "Revitaliser son centre-bourg et/ou son centre-ville dans un cadre de gestion durable de l'espace et du foncier". Au regard des objectifs donnés par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 visant notamment à lutter contre l'artificialisation des sols en adaptant les règles d'urbanisme, il semblait opportun d'accompagner un territoire à explorer les conditions de mise en œuvre d'une démarche de revitalisation en tenant compte de ces objectifs.

Cette expérimentation territoriale a donc permis à un territoire sélectionné en juillet 2022, la communauté de communes des Grands Lacs (40), de bénéficier d'un apport particulier en ingénierie. Ainsi, depuis septembre 2022, une vingtaine d'étudiants du IATU en Master 2 Urbanisme Programmation Stratégie Maîtrise d'Ouvrage (UPSMO) travaillent en classe et sur le terrain afin d'accompagner l'intercommunalité dans sa démarche. Ils ont réalisé un diagnostic territorial et un plan-guide pour chaque commune concernée par le programme d'accompagnement.

La suite de l'accompagnement est prévue pour le premier semestre 2023 avec l'opérationnalisation et la mise en œuvre de certaines actions.



4 QUESTIONS À NATACHA CRAMPÉ

CHEFFE DE PROJET REVITALISATION À LA COMMUNE D'OLORON SAINTE-MARIE



En 2022, PQN-A a co-organisé une des visites sur site avec la commune d'Oloron Sainte-Marie et notamment avec la cheffe de projet Revitalisation, Natacha Crampé. Cette dernière s'occupe de la rédaction et du pilotage de l'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) Haut-Béarn. Cheffe de projet passionnée par son métier, nous l'avons interviewé dans le cadre de notre série "Paroles d'acteurs".

1/ Comment est-ce que vous vous présenteriez ?

Natacha Crampé : «Je me décrirais d'abord comme urbaniste. Ma formation en urbanisme a été suffisamment large pour pouvoir toucher à différents champs de l'aménagement du territoire. Aujourd'hui, je travaille sur la revitalisation d'une petite ville. Ce qui me plaît, c'est de gérer un projet en transversalité où l'on aborde des questions d'espaces publics, de logements, de commerces. On touche également à des questions macro de l'aménagement car le projet s'inscrit dans un territoire plus large que la ville.

Après, je n'ai pas l'impression d'être un cadreur de l'urbanisme. Je ne suis pas extrêmement technique sur un sujet en particulier. Mais, je suis assez à l'aise pour discuter sur différentes thématiques. Finalement, ma ressource, c'est vraiment d'être spécialiste en rien, d'être polyvalente et d'avoir une vision systémique des choses. Je l'applique au projet mais aussi aux champs d'acteurs avec qui je travaille.»

2/ Qu'est-ce qui vous motive dans ce métier ?

N. C. : «C'est un métier qui me passionne car on bosse vraiment pour le quotidien des gens, la vraie vie : habiter, consommer, travailler, se sentir bien dans sa ville/son village. On l'oublie parfois, mais on a un vrai pouvoir d'action là-dessus. Il faut se le rappeler

tous les jours et ne pas s'attacher qu'à l'exercice d'une compétence dévolue par le Code Général des Collectivités Territoriales ... mais bien à la première doctrine qui devrait / doit / est : la vraie vie des gens, le quotidien.

Il y a beaucoup à faire dans ces territoires. Il y a un vrai besoin d'ingénierie, d'accompagnement des élus pour rendre le projet politique palpable/opérationnel. Donc, si par mon action, je peux aider des gens qui se retrouvent là et qui veulent quitter le territoire, à le regarder différemment et à voir ses ressources, c'est super chouette.»

3/ Quels messages souhaitez-vous partager à vos pairs ?

N. C. : «Il faut vraiment rigoler. On fait un métier très sérieux mais il faut le faire avec beaucoup d'humour. Il faut communiquer de manière originale pour donner envie. Mais, surtout il faut faire ce métier avec le cœur et pas seulement avec la tête.»

4/ Quelle est votre relation à PQN-A ? Pouvez-vous l'illustrer par une anecdote ?

N. C. : «PQN-A, c'est la prise de hauteur qui est nécessaire. J'ai apprécié quand vous êtes venus pour la visite sur site car ça permet de sortir du quotidien et de présenter son projet à des personnes qui ne le connaissent pas. Il y a un côté positif via la réflexion et la valorisation. Ça fait du bien au moral en tant que technicien et sûrement aussi pour les élus d'être valorisés. Mon anecdote, c'est de pouvoir retrouver notre projet sur vos outils de communication. C'est valorisant et ça donne envie de travailler encore plus !»



MÉDIAS-VIDÉOS

45 webinaires
24 vidéos dont 5 «Retours d'expérience»

MÉDIAS-INTERNET

77 articles
54 lettres d'information thématiques et 11 newsletters

COMMUNICATION & TRANSFORMATION DIGITALE

PUBLICATIONS

1 guide méthodologique
1 kit d'outils
2 synthèses d'étude
1 compte-rendu d'ateliers
1 publication

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

1 plaquette de présentation de PQN-A
1 charte graphique renouvelée
1 bilan d'activités 2021

2022 : ENFIN UN RETOUR PROGRESSIF AU PRÉSENTIEL À L'OCCASION DES FORUMS, GROUPES DE TRAVAIL, VISITES SUR SITE !

Après plusieurs mois majoritairement en distanciel, nous nous sommes enfin retrouvés en 2022 en présentiel favorisant ainsi les échanges formels et informels, le partage, la créativité, l'émulation collective...

Rendre visible les ressources, mettre en récit les initiatives et expériences des territoires et en faciliter la compréhension restent des enjeux essentiels pour le centre de ressources. En cela, la communication de PQN-A agit comme une caisse de résonance afin d'inspirer et d'outiller les acteurs du développement de nos territoires.

En 2022, PQN-A a poursuivi son ambition d'amplifier sa communication entamée ces dernières années. Majoritairement numériques, nos outils de communication et particulièrement le site PQN-A.fr ont continué à proposer une mise en réseau et une offre de services, de ressources et d'outils à l'ensemble de la communauté d'acteurs du développement territorial. La richesse et la diversité des contenus proposés par les chargés de mission et valorisés grâce aux outils digitaux a ainsi été confortée en 2022 (77 articles, 16 fiches d'expérience, 6 Paroles d'acteurs, +60 % vidéos). PQN-A a également privilégié dans la mesure du possible l'organisation de rencontres en mode hybride (1/3 de rencontres en présentiel et 2/3 en distanciel).

Pourtant, le site connaît pour la première fois depuis 2019 une légère baisse de sa fréquentation (-7% du nombre d'utilisateurs et -5% du nombre de pages vues). Un retour à la normale s'est logiquement opéré suite à la sur-consommation et une saturation des usages numériques pendant les années COVID.

Prochaine étape : la métamorphose de notre site internet.

L'équipe communication se renforce avec l'arrivée de Marine de Briey

Avec le départ de Nolwenn Cloarec chargée de mission communication numérique en apprentissage à PQN-A, le GIP a souhaité apporter de la stabilité et des compétences clés dans le pôle communication de PQN-A. Avec l'arrivée de **Marine de Briey**, nouvelle chargée de communication depuis octobre 2022, de nouveaux chantiers vont s'ouvrir : renouvellement de la stratégie de communication, bonification de notre communication sur les réseaux sociaux amorcée par Nolwenn Cloarec, ainsi que l'amélioration de nos livrables sous formats vidéos, audios et créations graphiques. Pour ce faire, Marine de Briey pourra s'appuyer sur une nouvelle charte graphique.

Une transformation digitale pour optimiser notre accompagnement des territoires néo-aquitains

Il y a près de 2 ans, PQN-A prenait également la décision de mandater le cabinet Digital Conseil pour l'accompagner dans une **démarche de transformation et d'élaboration d'une nouvelle plateforme numérique**. Un défi majeur pour proposer une mise en réseau et un accès simplifié et optimisé à l'offre de services de PQN-A en lien avec les évolutions du numérique.

La première phase de définition de la stratégie et des actions à mettre en place s'est achevée en décembre 2021, aboutissant à une consultation publique en 2022. Son objectif ? Le lancement d'une nouvelle plateforme digitale et d'un CRM (gestion relations clients) en mai 2023. Ce site internet revisité renforcera l'implication de PQN-A dans l'accompagnement des acteurs de Nouvelle-Aquitaine pour la mise en œuvre des

politiques publiques au profit des territoires. En plus de favoriser l'accès à des ressources et des outils pour comprendre et appliquer ces politiques publiques, il favorisera l'interconnaissance des acteurs et la collaboration au service des projets.



CHIFFRES CLÉS



DÉCOUVREZ LES 15 RESSOURCES LES + CONSULTÉES EN 2022 !

77
ARTICLES

23
FICHES
D'EXPERIENCE

+11%
ARTICLES PUBLIÉS
DONT 6 "PAROLES
D'ACTEUR"

RESSOURCES PUBLIÉES	THÉMATIQUE	DATE DE PUBLICATION	NOMBRE DE VUES
L'annuaire des démarches alimentaires de territoire	Démarches Alimentaires de Territoire	Janvier 2022	666
Evaluation des contrats de ville 2015-2022 : cycle de travaux par PQN-A	politique de la ville	27 décembre 2021	650
Article ressource : les légumeries en Nouvelle-Aquitaine	Démarches Alimentaires de Territoire	23 novembre 2022	621
Web-conférence Evaluation des contrats de ville "Bien démarrer son évaluation" : replay et points clés	politique de la ville	1 ^{er} février 2022	532
Petit guide sur l'évaluation finale des contrats de ville : 10 fiches pratiques pour vous accompagner dans la conception de l'évaluation	politique de la ville	10 mars 2022	509
Accompagner l'inclusion numérique des seniors	Inclusion Numérique	19 juin 2022	473
Serealina dresse le portrait du système alimentaire de Nouvelle-Aquitaine	Démarches Alimentaires de Territoire	30 mai 2022	464
La GPECT, une démarche prospective sur l'emploi local	Dynamiques territoriales pour l'emploi	25 juillet 2022	440
L'emploi saisonnier, un levier de développement pour le territoire ?	Dynamiques territoriales pour l'emploi	27 janvier 2022	415
Bilan de l'évaluation des contrats de ville : quelles perspectives pour la suite ?	politique de la ville	25 août 2022	393
Pix Territoires, un outil pour accompagner les agents dans la transformation numérique des collectivités	Inclusion Numérique	1 ^{er} septembre 2022	341
Les points à retenir du groupe de travail #6 sur l'évaluation de la démarche d'inclusion numérique	Inclusion Numérique	25 avril 2022	333
Cycle sur la logistique des circuits courts : retrouvez l'ensemble des ressources	Démarches Alimentaires de Territoire	11 avril 2022	311
Evaluation des contrats de ville et participation citoyenne : un kit d'outils pour vous aider !	politique de la ville	2 mai 2022	308

DÉCOUVREZ LES QUATRE FORMATS LES + CONSULTÉS !



1

“JE REVITALISE MON CENTRE-BOURG”

Chaque épisode donne la parole à un ou une élue engagée dans une démarche de revitalisation de son centre-bourg. Chacun dépeint le tableau de sa commune : enjeux, actions, démarches de revitalisation sont mises à l'honneur dans ce format !

Total des vues : 2 221 vues
Moyenne de vues : 247 vues

La plus consultée en 2022 :

JE REVITALISE MON CENTRE-BOURG ! #9 : PATRICE LAURENT, MAIRE, MOURENX (64)



2

“LES DÉMARCHES D'INCLUSION NUMÉRIQUE DANS NOS TERRITOIRES”

Pourquoi et comment les territoires mènent-ils des démarches d'inclusion numérique ? Quels impacts sur les territoires ? Cette série donne la parole aux acteurs locaux de l'inclusion numérique : élus, techniciens, associatifs, etc.

Total des vues : 426
Moyenne de vues : 106 vues

La plus consultée en 2022 :

EPISODE #4 : LE NUMÉRIQUE, LEVIER DE DÉVELOPPEMENT POUR LE TERRITOIRE BERGERACOIS (24), AVEC LA WAB



3

NOUVEAU FORMAT “PAROLE D'ÉLUS”

Chaque épisode de cette série donne la parole à un ou une élue engagée dans une démarche d'inclusion numérique dans son territoire. Enjeux, initiatives, démarches et initiatives d'un territoire sont mis en lumière dans chaque épisode.

Total des vues : 180
Moyenne de vues : 90

La plus consultée en 2022 :

PAROLE D'ÉLUE #1 : LA DÉMARCHÉ D'INCLUSION NUMÉRIQUE DE LA VILLE D'ECHIRÉ (79)



4

NOS WEB-CONFÉRENCES

Plusieurs fois par mois, PQN-A organise des web-conférences afin d'accompagner les élus et techniciens sur des problématiques spécifiques liées à nos thématiques de travail. Découvrez leurs rediffusions sur notre chaîne Youtube !

Total des vues : 1 677
Moyenne de vues : 100
Les plus consultées par thématique en 2022

POLITIQUE DE LA VILLE : «BIEN DÉMARRER SON ÉVALUATION»



REVITALISATION DES CENTRE-BOURGS : «PATRIMOINE ET REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS ET CENTRES-VILLES»



DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI : «LA DÉMARCHÉ POUR L'EMPLOI, PAR OÙ COMMENCER ?»



INCLUSION NUMÉRIQUE «COMMENT COORDONNER ET ANIMER SA DÉMARCHÉ D'INCLUSION NUMÉRIQUE ?»



DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE : «DIAGNOSTIC DU SYSTÈME ALIMENTAIRE N-A.»



ÉQUIPE & INSTANCES

L'ÉQUIPE 2022

Le conseil d'administration a souhaité pour la conduite du projet 2021-2027, un remaniement de l'équipe pour porter un projet renouvelé. Ainsi, l'année 2022 a permis de poursuivre la dynamique engagée en 2021.

Nous souhaitons remercier :

- **Stéphane DENJEAN**, ancienne Directrice, a quitté PQN-A après 20 ans d'implication dont 17 ans en tant que chargée de l'information et de la documentation.
- **Fanny LAISON** en charge de la mission de mise en réseau des territoires sur les démarches alimentaires depuis septembre 2021 et qui a souhaité quitter ses fonctions afin de revenir à son métier de journaliste.
- **Nolwenn CLOAREC** qui a quitté ses fonctions de chargée de communication numérique à l'issue de son contrat d'apprentissage.

PQN-A accueille des stagiaires, qui contribuent à mener des travaux d'enquête et d'appui à la conduite des chantiers du centre de ressources.

En 2022, PQN-A a accueilli en son sein trois stagiaires :

- **Laura MONMARIN**, qui a effectué un stage de 6 mois sur l'enquête "Numérique et territoires" en Nouvelle-Aquitaine
- **Louise CARRE**, qui a effectué un stage de 5 mois afin de dresser un état des lieux portant sur l'activité des légumeries en Nouvelle-Aquitaine
- **Paola LOBELLO**, qui a effectué un stage de 5 mois ½ sur la mission de préfiguration "Transition et territoires".

L'équipe est composée de dix personnes :

- Pôle administratif et financier
- Pôle Communication
- Pôle Animation territoriale



LES INSTANCES 2022

Conformément à ses statuts, PQN-A est présidé alternativement par l'État et le Conseil régional. En 2022, le GIP PQN-A a été présidé par la Région.

REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT

NOM	FONCTION-INSTITUTION	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	CONSEIL D'ADMINISTRATION
Fabienne BUCCIO	Préfète de Région	membre titulaire	membre titulaire
Eric LABADIE	Adjoint au Chef Pôle 3 E - Directions Régionales de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	membre titulaire
Alice-Anne MÉDARD	Direction Régionale Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	
Philippe DE GUÉNIN	Directeur Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	
<i>En attente de désignation</i>		membre titulaire	
Patrick AMOUSSOU-ADÉBLÉ	Secrétaire Général pour les Affaires Régionales	membre suppléant	membre suppléant
Caroline GAREAU	Chargé de mission Politiques territoriales contractualisations, études, affaires culturelles - SGAR Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	membre suppléant
Marie-Pierre BRUN	Chef du service régional politique de la ville - DREETS Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	membre suppléant
Jennifer LIÉGEOIS	Cheffe du service adjointe Aménagement Habitat et Construction - DREAL Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	
Bénédicte GENIN	Directrice générale DRAAF Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	

REPRÉSENTANTS DE LA RÉGION

NOM	FONCTION-INSTITUTION	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	CONSEIL D'ADMINISTRATION
Alain ROUSSET	Président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	membre titulaire
Laurence ROUËDE	Vice-présidente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine en charge du développement et de l'équité des territoires et des politiques contractuelles	membre titulaire	membre titulaire
Maryse COMBRES	Conseillère régionale	membre titulaire	membre titulaire
Sandrine HERNANDEZ	Conseillère régionale déléguée à la revitalisation, au foncier et à l'urbanisme	membre titulaire	membre suppléant
Benoît TIRANT	Conseiller régional délégué à la Politique de la Ville	membre titulaire	membre suppléant
Bruno PALUTEAU	Conseiller régional	membre suppléant	
Karfa DIALLO	Conseiller régional	membre suppléant	membre suppléant
Emilie DUTOYA	Conseillère régionale déléguée à la pêche maritime, pisciculture et conchyliculture	membre suppléant	
Geneviève BARAT	Conseillère régionale déléguée à la ruralité, aux circuits courts et à la feuille de route Alimentation	membre suppléant	
Eric SARGIACOMO	Conseiller régional	membre suppléant	
Emmanuel CHARRE	Conseiller régional	membre suppléant	
Nathalie COLLARD	Conseillère régionale	membre suppléant	

Sont membres invités à titre consultatif en tant que représentants du Conseil économique, social et environnemental régional :

- **Bernard DÉCHE**, conseiller - titulaire
- **Catherine ESTIENNE**, conseillère - suppléante



Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine

Ecosystème Darwin

87 quai de Queyries 33 100 Bordeaux




05 56 90 81 00 / contact@pqn-a.fr

Créé en 2002, PQN-A est un Groupement d'Intérêt Public. Il s'inscrit dans le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV).

Pour en savoir plus sur nos actions en cours, les ressources de PQN-A, rendez-vous sur :

www.pqn-a.fr

Suivez PQN-A sur les réseaux sociaux :

-  [PaysetQuartiersNouvelleAquitaine](#)
-  [pqnacquitaine](#)
-  [Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine](#)

